**étude sur le genre au nord et sud kivu**

Projet de « Sécurité, autonomisation et réintégration socio-économique des femmes victimes des violences basées sur le genre » (PSAR)

**Programme des Nations Unies pour le Développement**

**République Démocratique de Congo**

**Rapport Final**

23 décembre 2011

Herma Majoor

Henriette Ndombe



Table de Matières

[Acronymes 4](#_Toc312415342)

[RESUME DU RAPPORT 5](#_Toc312415343)

[EXECUTIVE SUMMARY 11](#_Toc312415344)

[CHAPITRE I : INTRODUCTION 17](#_Toc312415345)

[1.1 Le contexte du projet PSAR 17](#_Toc312415346)

[1.2 Les objectifs de l’étude 18](#_Toc312415347)

[1.3 Methodologie 20](#_Toc312415348)

[1.4 Plan De l’etude 23](#_Toc312415349)

[Chapitre 2 : Mise en oeuvre et progres du projet PSAR 25](#_Toc312415350)

[2.1 La conception du projet 25](#_Toc312415351)

[2.2 L’état de la mise en oeuvre 25](#_Toc312415352)

[2.3 Le progrès du projet PSAR 28](#_Toc312415353)

[2.4 Une analyse de la mise en œuvre 38](#_Toc312415354)

[2.5 Le suivi et évaluation 40](#_Toc312415355)

[Chapitre 3 : Partenariat 42](#_Toc312415356)

[3.1 Description des activités en maTière de genre au Nord et Sud-Kivu 42](#_Toc312415357)

[3.2 Le rôle actuel du gouvernement dans le projet PSAR 43](#_Toc312415358)

[3.3 Le rôle actuel des partenaires ONG dans le projet PSAR 45](#_Toc312415359)

[3.4 Liens fonctionnels entre le projet PSAR et des autres initiatives au Kivu 46](#_Toc312415360)

[Chapitre 4 : Pérennité 49](#_Toc312415361)

[4.1 Description de l’impact sur les femmes bénéficiaires et les communautés 49](#_Toc312415362)

[4.2 Contribution des résultats obtenus à la perennité 52](#_Toc312415363)

[4.3 Dégagement de la plus-value de l’approche PSAR 55](#_Toc312415364)

[Chapitre 5 : Conclusions 56](#_Toc312415365)

[5.1 Une stratégie pour mieux intégrer le genre dans le Programme Pauvreté au Kivu 56](#_Toc312415366)

[5.2 Des actions futures DE maNière à intégrer concrètement la prévention de VBG dans l’action 60](#_Toc312415367)

[5.3 Des moyens pour impliquer les hommes dans la lutte contre VBG et pour l’égalité des sexes 60](#_Toc312415368)

[5.4 Plan de révitalisation des CCP 61](#_Toc312415369)

[5.5 Un schema d’articulation 62](#_Toc312415370)

[ANNEXE 1 Termes de Reference 64](#_Toc312415371)

[ANNEXE 2 Questionnaire pour les partenaires du gouvernement 69](#_Toc312415372)

[ANNEXE 3 Questionnaire pour les membres du personnel PNUD 70](#_Toc312415373)

[ANNEXE 4 Questionnaire sur le niveau CCP 71](#_Toc312415374)

[ANNEXE 5 Questionnaire pour les femmes bénéficiaires 72](#_Toc312415375)

[ANNEXE 6 Questionnaire pour des autres organisations 73](#_Toc312415376)

[ANNEXE 7 Documentation et rapports utilisés 74](#_Toc312415377)

[ANNEXE 8 Liste des personnes rencontrées 75](#_Toc312415378)

# Acronymes

|  |  |
| --- | --- |
| ACDI | Agence Canadienne de Développement Internationale |
| AGR | Activité Génératrice de Revenue |
| BCPR | Bureau for Crisis Prevention and Recovery |
| CCP | Centre Communautaire Polyvalent |
| FAO | Food and Agriculture Organisation |
| FNUAP | Fond des Nations Unies pour la Population |
| MA | Mémorandum d’Accord |
| MGEFAE | Ministère du Genre, Famille et Enfants |
| OP | Organisations des productrices |
| PAM | Programme Alimentaire Mondiale |
| PASMIF | Programme d'Appui au Secteur de la Microfinance |
| PLCP | Programme de Lutte Contre La Pauvreté |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le Développement |
| PSAR | Projet de Sécurité, autonomisation et réintégration socio-économique des femmes victimes des violences basées sur le genre |
| RDC | République Démocratique du Congo |
| STAREC | Stabilisation et de Reconstruction de l’Est du Congo |
| TdR | Termes de Référence |
| ULPGL | Universités Libres des Pays des Grands Lacs |
| UNICEF | United Nations Children’s Fund |
| VSBG | Les violences sexuelles et basées sur le genre |
| VBG | Violences basées sur le genre |
| VIH/SIDA | Virus de l'immunodéficience humaine/Syndrome de l'immunodéficience acquise |
| WfW | Women for Women |

# RESUME DU RAPPORT

Bien que la guerre soit officiellement terminée dans les deux Provinces du Kivu, la population souffre encore des violences et de la pauvreté et les femmes en sont les plus touchées. A cause de la guerre, les structures familiales et communautaires se sont fortement affaiblies matériellement.

Le PNUD, en collaborant avec le gouvernement de la RDC, est en train de mettre en œuvre le projet de « Sécurité, Autonomisation et Réintégration Socio-économique des Femmes Victimes des Violences Basées sur le Genre » (PSAR), qui s’exécute dans le cadre du Programme de Lutte Contre la Pauvreté du PNUD. La date de la clôture dudit projet ayant été prévue au 31 décembre 2011, toutefois, le PNUD envisage une prolongation de six mois.

En novembre et décembre 2011 le PNUD a diligentée une mission d’évaluation du projet PSAR pour, entre autres, examiner la cohérence, proposer un schéma d’articulation et développer une stratégie d’intégration du genre dans les interventions du Programme de Lutte contre la Pauvreté au Nord et au Sud-Kivu. La mission conduite par Madame Herma Majoor, consultante internationale et Madame Ndombe Henriette, consultante nationale s’est appuyée sur une documentation pertinente reçue notamment des membres du personnel PNUD au Nord- et au Sud-Kivu, des employés des services étatiques des deux provinces, qui jouent un rôle dans le projet PSAR, des gestionnaires des centres CCP, des organisations qui mettent en œuvre des projets en matière d’égalité des sexes, droits des femmes, d’autonomisation des femmes et des VBG et les femmes bénéficiaires du projet PSAR.

Le projet PSAR est basé sur une approche holistique, qui combine l’autonomisation des femmes avec leur réintégration socio-économique et les activités visant la prévention du VSB. Les trois objectifs du projet sont :

* Améliorer le statut économique des femmes et leur assurer un meilleur accès aux moyens d’existence (l’eau, la terre, le crédit ;
* Appuyer la réintégration sociale des victimes des violences sexuelles et leur acceptation dans les communautés ;
* Améliorer la gouvernance locale par le renforcement des systèmes de prévention, de protection ainsi que l’augmentation de la prise en charge des victimes.

Le projet, prévu pour une durée de deux ans avec un montant de $ 4.450.000, a effectivement démarré le 1 juillet 2010, pour se clôturer le 31 décembre 2011 et n’a pu décaisser qu’un montant de $ 1.581.000

En novembre 2011, seulement 14,71% de ce montant restait à dépenser. Le changement du montant total disponible n’a pas jamais été signalé dans aucun document et le cadre logique initial assorti des objectifs et résultats attendus n’ont pas été adaptés à cette réalité. Ce qui laisse croire qu’aucune révision budgétaire ni aucune évaluation mi parcours n’ont permis de réajuster les objectifs en fonction du montant disponible.

Le PSAR est un projet pilote conçu pour attirer d’autres organisations ainsi que des moyens financiers additionnels. La mission d’évaluation a jugé que les objectifs se sont révélés trop ambitieux pour un projet dont la durée est de 2 ans. Ceci paraît trop limité d’une part, pour pouvoir atteindre les résultats tels que planifiés. D’autre part il faut considérer le groupe cible constitué des personnes ayant vécu des circonstances très complexes et vivant dans des zones dont les réalités entre les deux provinces sont différentes d’une province à l’autre. En plus, la population est concentrée à satisfaire ses besoins les plus primaires.

Le projet PSAR utilise 12 Centres Communautaires Polyvalents (CCP) (6 par province), qui sont des propriétés communautaires, gérées par les femmes avec l’appui des services pour mettre en œuvre les Activités Génératrices de Revenus (AGR), le soutien psycho-social, la sensibilisation sur des sujets diverses, l’alphabétisation et la garderie d’enfants (ces deux dernières activités ne sont signalées que dans la province du Nord-Kivu).

Chaque CCP a sa propre combinaison d’AGR, basée sur un choix fait par les femmes participantes des CCP, l’offre du partenaire ONG au début du projet ainsi que les exigences du PNUD. Après la formation, les femmes sont organisées dans des Organisations de Productrices (OP). Le projet a aussi contribué dans l’établissement des comités locaux de lutte contre les VSBG.

Les résultats des activités du projet à ce jour se présentent comme suit :

A. Concernant la mise en œuvre du projet, la mission d’évaluation a pu desceller les forces et les faiblesses ci-dessous et elle a émis les recommandations suivantes :

Forces

* Les CCP constituent un vrai pourvoyeur d’une large gamme de services pour la communauté en général et les femmes victimes en particulier :
* La combinaison entre les AGR, la sensibilisation sur la prévention ainsi que la protection a déjà démontrée sa validité dans d’autres circonstances ;
* Les bâtiments CCP peuvent être utilisés par d’autres parties prenantes ;
* Le projet en tant que pilote a pu offrir des nouvelles possibilités pour trouver des moyens financiers additionnels qui permettent d’achever plus facilement les objectifs ;
* Les OP offrent aux femmes participantes des avantages par rapport à l’accès à leurs droits, aux autres réseaux et à la vie professionnelle.

Faiblesses

* Le plan du projet, y inclus les objectifs, les résultats, les activités, le nombre des participantes et la région ciblée, n’ont pas été changés alors que le montant total du projet a été diminué de 64% ;
* Les CCP du Sud-Kivu n’ont pas une garderie d’enfants et il n’y a pas de programme d’alphabétisation ;
* Certaines CCPs au Nord-Kivu se trouvent éloignés du milieu du village ;
* Des horaires d’ouvertures des CCPs diffèrent ;
* Il n’y a ni manuels de procédures de gestion, ni manuels d’opérations ;
* Les salaires de quelques membres des Comités de Gestion sont élevés, payés des fonds du projet de partenaire ou, après la clôture de ce projet, de la caisse du CCP ;
* Le projet ne s’adresse pas aux jeunes garçons et filles de manière spécifique
* A Uvira, les femmes ont étés formées a deux reprises sans aucun résultat important ;
* Les activités du CCP de Luvungi n’avaient même pas encore commencé jusque au mois de Novembre 2011 ;
* Au Sud Kivu, le PSAR a identifiée un nouveau partenaire le PADEBU qui prendra en charge la formation et la réorganisation des activités dans tous les CCP. La mission a émis des doutes sérieux sur la mise en œuvre de ce partenaire, bien que sa fiabilité ait apparu bien et la risque ait été classée faible auparavant.
* Il n’a pas de système de suivi et d’évaluation participative

Recommandations

La mission recommande ce qui suit :

* S’assurer que les objectifs, les résultats et les activités ne paraissent pas trop ambitieux et peuvent être réalisés dans le cadre du budget et capacité existants ;
* Etablir les garderies d’enfants et inclure la formation sur l’alphabétisation dans tous les CCPs. Ceci facilitera aux femmes de mieux assimiler les autres formations et ainsi améliorer leur capacité de mieux gérer leur AGR et mieux passer les écritures dans les outils de gestion ;
* Construire les CCP idéalement au milieu d’un grand village ou d’un grand centre ;
* Le projet doit élaborer des manuels de procédures et d’opérations et documenter tous les outils de formation ;
* Le PSAR doit encourager les autres parties prenantes d’utiliser les CCP régulièrement ;
* Que les CCP restent ouverts au minimum pendant 5 jours de la semaine ;
* Etablir une synergie avec les autres projets et organisations qui œuvrent dans le milieu ;
* La présidente et les membres les plus importants du comité de gestion devront être élus parmi les femmes bénéficiaires autant que possible, compte tenue et en leur accompagnant d’acquérir les qualifications nécessaires;
* Formuler aussi des activités qui s’adressent spécifiquement aux jeunes.

B. Le système de suivi et évaluation est d’une qualité très faible. Le projet ne dispose d’aucun outil spécifique de suivi et d’évaluation pour les types de microprojets du projet PSAR. Seuls quelques rapports sans formats pareils sont disponibles. Bien que des ateliers participatifs aient été organisés, les partenaires rencontrés n’ont pas montrés que le suivi participatif serait mise en œuvre.

Faiblesses

* Le cadre logique de suivi et évaluation n’est pas adapté à la taille du projet compte tenu du montant disponible
* Les indicateurs disponibles sont inclus au niveau d’output.
* Le suivi et l’évaluation ont été exercés par l’équipe de pauvreté mais il n’y a aucun expert singulier en charge du suivi et l’évaluation, et les autres membres du personnel PNUD qui s’occupent du projet PSAR ont trop de travail pour conduire à bon terme le système du suivi et de l’évaluation.
* Il n’y a pas de système du suivi et de l’évaluation participative.

Recommandations

* Réviser le cadre logique du projet en ce qui concerne le suivi et évaluation de manière structurelle y inclus les indicateurs objectivement vérifiables sur le niveau des résultats.
* Nommer ou recruter un expert chargé du suivi et l’évaluation du projet PSAR ou décrire le rôle et les tâches de l’expert chargé du suivi et l’évaluation au sein du program de la pauvreté plus clairement vis-à-vis le projet PSAR.
* Former les partenaires des ONG et ceux des structures étatiques à participer dans la collecte des données, du suivi et de l’évaluation participative
* Rendre disponible pour les ONGs partenaires un format de rapport et leur nécessiter de remplir et soumettre ce rapport régulièrement, par exemple mensuellement.
* Formuler des meilleures pratiques pour introduire des améliorations dans les CCP

C. Concernant la dimension genre, dans les deux provinces du Kivu, il y a beaucoup d’activités sur le genre et VSBG, mais ces activités sont pour la plupart à caractère humanitaire et de court-terme ; il y a aussi un manque de coopération entre projets. Les activités liées à la réintégration socio-économique des femmes victimes ne sont pas souvent abordées par autres organisation que le PNUD, UNICEF et FAO.

Les CCP sont sous la tutelle du Ministère de Genre, Famille et Enfants (MGEFAE). Le MGEFAE manque non seulement de moyens mais aussi de capacité pour assurer cette tâche. Les autres Ministères et divisions n’ont pas encore été clairement impliqués dans le projet. Par rapport au partenariat avec le gouvernement et autres organisations, l’équipe a relevé ce qui suit:

Forces

* La possibilité d’utiliser l’expertise qui est disponible dans les différents Ministères, pour animer à moindres coûts les formations au niveau des CCP ;
* Le gouvernement a affiché clairement sa volonté de participer aux actions du projet ;
* Le PNUD a bien identifié le besoin dans la réintégration socio-économique des femmes.

Faiblesses

* La capacité du MGEFAE ainsi que ses moyens sont très faibles ;
* Les autres Ministères ne sont pas encore vraiment impliqués dans le projet PSAR ;
* Le MGEFAE ne dispose pas d’animateurs ou animatrices capable d’assurer des formations, il n’est pas à mesure d’assurer le suivi et l’évaluation ;
* Le MGEFAE n’a ni moyens financiers ni moyens de transport ;
* La coopération est limitée entre les organisations travaillant dans le domaine de genre.

Recommandations

* Former les membres du personnel de MGFAE dans le suivi et l’évaluation ;
* Former les membres du personnel des autres Ministères sur les aspects diverses de genre ;
* Développer des MA ou contrats avec les Ministères ;
* Aligner les visites sur le terrain avec le MGEFAE ;
* Faire un plaidoyer avec la Division Provinciale des Impôts pour une exemption temporaire des impôts pour les femmes bénéficiaires du projet PSAR ;
* Assurer l’alignement entre les plans de développement locaux et le projet PSAR
* Explorer s’il existe une cartographie des organisations actives dans le domaine de genre et VSBG et sinon développer une telle cartographie.

La capacité de la plupart des ONG partenaires, qui sont responsables pour l’exécution du projet, est aussi faible. La méthode de l’appel à proposition a été bien transparente et a donné au PNUD la possibilité d’adapter les projets si nécessaire ; néanmoins, travailler avec un ou plusieurs partenaires plus grands ayant une capacité dans le domaine d’exécution des projets sera plus bénéfique.

D. Concernant la synergie avec les autres projets du PNUD. Par rapport aux autres projets du PNUD comme le projet « Accès à la Justice », la coopération obligatoire a déjà été décrit dans le document de projet, mais en pratique ne s’est pas matérialisée. Actuellement, les projets sont en train d’établir une collaboration, surtout dans le cadre du nouveau projet d’ACDI. Il faut aussi explorer plus profondément les possibilités de coopérer avec le projet PASMIF ; le microcrédit pourrait jouer un rôle important comme service complémentaire aux AGR.

Il y a aussi des possibilités à renforcer la coopération avec le FAO (pour les activités agricoles), avec le PAM (pour l’octroi et micro fortification dans les moulins) et avec le FNUAP (soutien psycho-sociale).

L’impact direct du projet a été l’accroissement de revenues, bien que ça ne soit pas très élevé. Pourtant, comme les salaires en générales sont très faibles, les revenues ont bien aidé les femmes. Aussi, une partie des revenues est utilisé pour assurer la pérennité des CCP. Apres la formation, la capacité des femmes et des OP par rapport à la gestion a apparu être encore limitée. Pourtant, les femmes étaient enthousiastes et fières, et montraient une confiance en soi.

Concernant la prévention sur la violence, le projet ne s’y est pas réellement impliqué. Il n’y pas d’activités qui ciblent précisément la prévention ni même de méthodologie structurée. L’aspect ferait partie au Sud Kivu du projet de consolidation de PADEBU, mais jusqu’à maintenant il n’y a pas d’activité mise en œuvre. L’équipe a formulé ce qui suit :

Forces

* La complémentarité avec le projet « Accès à la justice » ;
* A la lumière des salaires moyens au Kivu, les revenues des AGR constituent un ajout valable ;
* Dans un nombre de cas, le projet PSAR a clairement contribué à la réintégration des femmes victimes dans la communauté et dans la famille ;
* A Kivu-Sud, le projet a déjà commencé à consolider les activités.

Faiblesses

* Aucune action n’est entreprise avec les auteurs des viols, la police et l’armée ;
* Les revenues sont trop faibles pour améliorer la vie de la femme victime et sa famille ;
* Les jeunes ne sont pas clairement impliqués dans les activités ;
* Les femmes ne savent pas encore comment gérer leurs AGR

Recommandations

* Identifier et conduire des activités de prévention auprès des groupes susceptibles d’être les auteurs des viols ;
* Impliquer toutes les groupes pertinentes comme la police, l’armée, les ex-combattants, les leaders et les jeunes (filles et garçons) ;
* Améliorer et changer les AGR ;
* Mettre plus d’accent sur la formation par rapport à la gestion d’une AGR ;
* Prolonger la période du soutien par le projet PSAR jusqu’à deux ans après la formation ;
* Développer une méthodologie sur la prévention et protection qui est plus structurée ;

E. Concernant la pérennité des actions du projet, l’équipe a formulé ce qui suit :

Forces

* Les femmes sont enthousiastes et fières de leurs activités et elles ont eu quelques succès particuliers ;
* L’existence des moulins et des espaces à coté des CCP ou les femmes participantes peuvent mettre en œuvre leurs AGR contribuent aux revenues mensuelles et ainsi à la pérennité du CCP.

Faiblesses

* Les femmes souvent mettent en œuvre les mêmes activités ;
* Les études du marché n’ont pas été menées ;
* La gestion même de la production est très mal assimilée par les groupes des femmes ;
* Il n’y a souvent pas de système organisé pour faciliter la vente ;
* Les CCP sont souvent très éloignés du milieu de la cité ou du village.

Recommandations

* Supprimer les activités non-porteuses et faire une étude du marché ;
* Diversifier les activités ; spécialiser chaque CCP en au maximum 3 AGR ;
* Faire une analyse approfondie de toute la filière de production jusqu'à la commercialisation des produits ;
* Renforcer les capacités managériales des responsables des CCP ;
* Organiser des points de vente ou d’autres formes de soutien de commercialisation pour les produits des femmes participantes.

F. La plus-value de l’approche PSAR consiste en ceci :

* Les CCP sont durables comme cadre et espace physique ainsi que comme pourvoyeur des services dans les domaines d’information, d’éducation et de communication ;
* La combinaison entre les AGR et les activités d’information et sensibilisation est bien choisie ;
* L’organisation des femmes dans les OP est valable ;
* Le PNUD a utilisé l’approche « bâtir sur l’existant » ;
* Le projet PSAR a pu trouver par son approche les femmes les plus vulnérables et pauvres ;
* Le document du projet a abordé la question de réintégration socio-économique

G. La stratégie suggérée pour mieux intégrer le genre dans le programme comportera les éléments suivants :

* La planification stratégique et l’évaluation participative ;
* La mise en réseau des CCP et un partenariat entre tous les intervenants dans la province ;
* La recherche de points d’entrée et de synergie avec toutes les initiatives en cours ;
* Le renforcement de la capacité institutionnelle des CCP et des compétences ;
* La recherche et l’identification des activités réellement porteuses et création d’une plateforme des CCP dans chaque province ;
* En matière de prévention et protection contre les violences sexuelles basées sur le genre, faciliter l’accès à l’eau et à la mouture pour alléger la corvée des femmes ;
* En matière de mise en œuvre des activités génératrices de revenus, la mission recommande d’élaborer un programme de développement local et participatif dans le milieu rurale, identifier des filières porteuses, assister les bénéficiaires à devenir autonomes et à diversifier leurs activités ;
* Vue la faiblesse dans la synergie entre les partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet, il serait souhaitable de mettre en adéquation les mécanismes institutionnels. Pour ce faire, Il faut envisager le renforcement des capacités d’organisation des populations dans la prise en charge de leurs infrastructures réalisées.

H. Par rapport à la prévention, les activités suivantes peuvent être conseillées :

* Impliquer d’autres groupes cibles, comme les agents de police, les leaders de la communauté ;
* Conduire les activités de manière conjointe avec des autres organisations ;
* Les activités de sensibilisation doivent clairement viser le changement de comportement ;
* Encourager les femmes à participer dans le processus de prises de décisions à tous les niveaux ;
* Mener des études sur le profil de VSBG au Kivu en établissant les liens complexes entre VSBG et l’économie

I. Par rapport à l’implication des hommes, la mission ayant constaté cette faiblesse, recommande ce qui suit :

* Prendre en considération les besoins des jeunes et des hommes ;
* Elargir la gamme des services (y inclus médical et juridique) et les groupes cibles ;
* Impliquer le mari et les enfants dans le soutien psycho-social ;
* Encourager et faciliter l’accès à l’école ;
* Développer des plannings familiaux à long terme en concertation avec les participantes et leurs familles.

J. Concernant la revitalisation des CCP, la mission recommande de :

* Construire les CCP sur les sites plus proches des villes ou des villages ;
* Offrir plus de soutien et de formation au gouvernement ;
* Chercher des partenaires plus qualifiés pour l’exécution du projet ;
* Encourager les autres organisations à s’appuyer aussi sur les CCP.

K. Le schéma d’articulation suivante  est proposé:

* Une approche décentralisée ;
* Une approche holistique (intégrée) ;
* Une synergie entre partenaires au développement ;
* Une complémentarité entre acteurs ;
* Une participation et responsabilisation des populations ;
* Une durabilité des actions ;
* Une communication et échanges plus accrus entre CCP et partenaires ;
* Renforcement des capacités en planification, en coordination et en suivi et évaluation au niveau des acteurs de la province et ceux du niveau local (suivi-évaluation participatif).

# EXECUTIVE SUMMARY

Even though the war officially ended in the provinces South and North Kivu in DR Congo, the population still suffers from violence and the community and family structures have weakened as a result.

UNDP, in collaboration with the government of DR Congo, is currently implementing the project “Sécurité, Autonomisation et Réintégration Socio-économique des Femmes Victimes des Violences Basées sur le Genre“(PSAR) within the framework of the programme “Lutte Contre la Pauvreté” of UNDP. The project was planned to end the 31st of December 2011, but a budget neutral extension of 6 months is foreseen.

In November and December 2011, UNDP has scheduled an evaluation mission of the project PSAR to (among others) examine the progress, the coherence and consistence of the project, to propose concrete activities enhancing protection from and prevention against violence and mainstreaming gender into the interventions of the Programme de Lutte contre la Pauvreté in North and South Kivu. The mission was carried out by Ms. Herma Majoor, international consultant, and Ms. Henriette Ndombe, national consultant. The mission was based on a desk review as well as on information gathered from UNDP staff members, government partners, NGO partners, grassroots participants and staff members from organisations implementing projects and programmes with regard to gender equality, women’s rights and women’s empowerment.

The PSAR project is based on a holistic approach, which combines the empowerment of women with their socio-economic reintegration and activities aimed at the prevention of sexual and gender based violence (SGBV). The three objectives of the project are:

* Improve the economic status of women and offer them a better livelihood (with regard to water, land and credit)
* Support the reintegration of victims of SGBV and their acceptance by the community
* Improve the local governance by strengthening the systems of prevention and protection and support and care for victims

The project was originally designed with a duration of 2 years starting from January 1, 2010 and a project amount of $4,450,000. Unfortunately the project effectively started only on the 1st of July 2010 and the project amount was only $1,581,000 since the envisaged support from other donors could not be secured.

In November 2011, 14.71% of the project amount was left to be spent. The above mentioned considerable change in the total project amount has not been reflected in the project documentation. The logframe, including its objectives and results, have remained the same, even though they were developed for a project three times the size of the current one. There is no evidence of a budgetary revision or mid term evaluation to achieve such a revision.

The project was originally developed as a pilot project with the aim to attract additional funding from other donors and organisations. The evaluation team has found that the objectives of the project are too ambitious, not only since the duration of two years is too short to achieve objectives as envisaged by the project, but also because the target group is a complex one, living in difficult circumstances and often only trying to fulfil their basic needs.

The project PSAR is implemented through 12 Centres Communautaires Polyvalents (CCPs), 6 per province. The centres are community property and managed by the women. In the CCPs, selected women are trained on Income Generating Activities (IGAs), psycho-social support is provided, awareness is raised on various subjects, literacy trainings are conducted, and kindergartens are available, even though the last two activities are only carried out in the CCPs in North Kivu.

Every CCP has its own combination of CCPs, based upon the offer by the partner NGO, the choice of the women and the demands of UNDP. After the IGA training, the women are organised in Producers’ Organisations. The project has also supported the setup of local committees to battle SGBV.

The results of the project up to now are as follows:

A. With regard to the implementation of the project, the evaluation team has found the following strengths and weaknesses:

Strengths

* The CCPs offer a large variety of services for the community in general as well as for the women victims of SGBV;
* The combination between IGAs and activities targeting prevention and protection against SGBV has already proven worthwhile in other circumstances;
* The buildings of the CCPs may be used by other stakeholders;
* The project, being a pilot, offers the possibility to involve other organisations and attract additional funding;
* Being member of a producers ’organisation offers the women an easier access to their rights and to membership of other networks and professional advantages.

Weaknesses

* The plan of the project, including the objectives, results, activities, size of the target group and target region have not been adapted to the budget decrease of 64%;
* The CCPs in South Kivu do not offer literacy training and kindergarten;
* Some of the CCPs in North Kivu are far from the village centre;
* The opening hours differ considerably between CCPs;
* There are no manuals available with regard to operation, management or administration;
* The salaries of a number of members of CCP management committees are high, sometimes paid by the project funds of the NGO partner, but after the phasing out of this project paid by the funds of the CCP;
* The project does not specifically address boys and girls;
* In Uvira, women participants have been trained twice without clear result;
* The activities in the CCP in Luvungi have not yet started at the moment of the evaluation (November 2011);
* In South-Kivu, UNDP has appointed partner NGO PADEBU to consolidate the activities and reorganise where necessary. Even though the credentials of this organisation have been researched and the risk appeared small, the evaluation team has serious doubts about the quality and progress of implementation by this organisation;
* There is no (participative) monitoring and evaluation system.

Recommendations

* Ensure that the objectives, results and activities are not too ambitious in view of the budget amount, duration and target region of the project;
* Implement literacy training and establish a kindergarten in all CCPs. These activities will help the women to better concentrate on their IGA as well as to achieve a better result;
* As much as possible, construct the CCPs in the very heart of the village;
* Develop manuals for management, operation and administration of the centres;
* Encourage other stakeholders to start making use of the CCPs for their activities;
* Ensure that the CCPs are opened at least 5 days per week;
* Establish synergy with other projects and organisations working in the same field;
* Elect the president and the most important members of the management committee of the CCP form among the women participants, taking into account the necessary capacity and supporting the women to build that capacity;
* Design activities that specifically target the youth.

B. The monitoring and evaluation (M&E) system is very weak. The project does not make use of specific tools to monitor the kind of micro projects that are part of the PSAR project. Some reports are available, but they do not follow a clear format and are not produced on a regular basis. Even though the partners have been trained, they do not show the necessary capacity.

Weaknesses

* The monitoring framework has not been adapted to the current financial size of the project;
* The available indicators are mainly at output level;
* The monitoring and evaluation are carried out by UNDP staff members of the Poverty Programme, who have too much other work to concentrate on specifically following the PSAR project. There is no single staff member who is responsible for the monitoring and evaluation of the PSAR project;
* No participative monitoring takes place.

Recommendations

* Revise the monitoring and evaluation framework to reflect the real project circumstances including objectively verifiable indicators at result level;
* Appoint a specific monitoring and evaluation officer or provide the regular M&E officer with a more clear and detailed task description regarding the PSAR project;
* Train the partners form government and NGOs in data collection and participatory M&E;
* Develop a report format and ensure the NGO partners complete this format and hand it in on a regular basis, for example once a month;
* Formulate best practices as a basis for improvements within the CCPs.

C. With regard to gender, there are a lot of projects and activities in North and South-Kivu, but many are of a humanitarian character and implemented with a limited duration; there is little cooperation. Activities regarding socio-economic reintegration are only implemented by UNDP, FAO and UNICEF.

The main government partner of the project is the Ministry of Gender, family and Children (MGEFAE). The capacity of this ministry is very limited and it has no financial or logistic means. Other ministries were mentioned in the project document but have not been clearly involved yet. The evaluation team has observed the following with regard to partnerships within the project:

Strengths

* The possibility to use the expertise, available within Ministries, to offer the project activities at reduced costs;
* The government has displayed its willingness to support the project;
* UNDP has identified and address the need of women with regard to socio-economic reintegration.

Weaknesses

* The capacity of the MGEFAE and their financial and logistic means are limited;
* No other Ministries gave been involved in the project up to now;
* The MGEFAE does not have facilitators available and does not know how to monitor the project;
* The MGEFEA does not have sufficient access to financial resources and transport;
* There is little cooperation between the organisations, which are active in the field of gender.

Recommendations

* Training of staff members of the MGEFAE on M&E;
* Training of staff members of other Ministries on gender issues;
* Develop and sign MoUs with the various Ministries;
* Coordinate field visits with the MGEFAE;
* Lobby with the Division Provinciale des Impôts for a temporary income tax exemption for the women participants;
* Align the activities of the PSAR project with the local development plans;
* Explore whether a mapping of organisations working in the field of gender and SGBV exists and if not, conduct such a mapping.

D. With regard to the synergy with other UNDP projects, the obligatory cooperation with the project “Accès à la Justice” has already been described in the project document, but has not materialised up to now. At the moment of evaluation, the staff members of both projects were collaborating on the development of a structure of cooperation, especially in the light of the new project proposal for CIDA. One should also explore the possibility of cooperation with PSAMIF, since microcredit may play an important role in setting up a number of micro projects.

Furthermore, future cooperation may be explored with FAO (agricultural activities), WFP (Micro fortification in the mills) and UNFPA (psycho-social support).

The direct impact of the project has been the increase of revenues of the women participants. Even though the amount of increase has been limited, in view of the general low average salaries this increase has helped the women improve their livelihood; part of the revenues is also invested in the sustainability of the CCPs. The capacity of women appeared to be still limited after having finalized the training. The women appeared enthusiastic, however, and had an enhanced self-confidence.

The project has not yet clearly implemented activities that have resulted into more prevention and protection against SGBV. There is no structured methodology and there are no activities clearly targeting this subject. This aspect was supposed to be part and parcel of the PADEBU consolidation project, but up to now no activity was seen. The evaluation team has made the following observations:

Strengths

* The existing complementarity with the project “Accès à la Justice”;
* In the light of the average salary in North and South-Kivu, the IGAs provide an added value;
* The project PSAR has clearly contributed in a number of cases to the reintegration of women into the community and into their families;
* In Sud-Kivu, the project has already begun consolidating its activities.

Weaknesses

* There are no activities implemented with the police, the army and the perpetrators;
* The revenues are too limited to really improve the lives of the women and their families;
* The youth are not clearly addressed;
* The women still do not know how to manage a small enterprise.

Recommendations

* Identify activities, which may be implemented with possible future perpetrators;
* Incorporate all relevant target groups like police, army, ex-combatants, leaders and youth (boys and girls).
* Improve and change IGAs;
* Put more emphasis on training with regard to management of a small enterprise;
* Extend UNDP support to the women participants until two years after the training;
* Develop a structured methodology with regard to prevention and protection of SGBV.

E. With regard to the sustainability of the project, the evaluation team has formulated:

Strengths

* The women are enthusiastic and proud of their activities and have had success in several cases;
* The existence of mills and working spaces adjacent to the CCPs help the women to implement their business and simultaneously create a source of income for the CCP.

Weaknesses

* The women participants are often involved in the same activities;
* No market research has been conducted;
* The management of the production is weak;
* There are often no systems or places for selling the products;
* The CCPs are sometimes far from the centre of a city or village;

Recommendations

* Terminate the activities where the profit is too low or non-existent;
* Diversification and specialisation of CCPs with regard to IGAs;
* Conduct a market and value chain research from production to commercialisation;
* Strengthen the management capacities within the CCPs;
* Organise vending points or other forms of commercial support for the women participants.

F. The added value of the PSAR approach consists of:

* The CCPs are sustainable as physical space as well as provider of services with regard to information, education and communication;
* The combination between IGAs and activities of information and awareness raising is well chosen;
* Organising the women in a producers’ organisation has added value for them;
* UNDP has built the project on existing efforts and results;
* With its approach, UNDP has succeeded in targeting the most poor and vulnerable women;
* The question of socio-economic reintegration has been addressed by the project.

G. The strategy, suggested for better incorporating and mainstreaming gender consists of the following elements:

* Strategic planning and participatory evaluation;
* Making the CCPs part of a network of all stakeholders in each province;
* Research as to how synergy can be reached with other stakeholders and projects working on the same subjects in the area;
* Building the institutional capacity of the CCPs;
* Research into promising and profitable IGAs and creation of a platform of CCP in each province;
* With regard to protection and prevention, facilitate the access of women to water and mills, to enlighten their tasks;
* Assist the women participants to find an IGA which is profitable and guide them until they have reached an autonomous status;
* Build the institutional capacity of partner organisations of the project

H. With regard to prevention, the following activities may be suggested:

* Incorporate other target groups like police officers and community leaders;
* Implement activities jointly with other organisations;
* Awareness raising should be conducted specifically with a view of changing behaviours;
* Encourage women to participate in the process of decision making at all levels;
* Conduct a research regarding the profile of SGBV in North and South-Kivu and its link to economic development.

I. With regard to addressing and incorporating men as a target group, the evaluation team suggests:

* Take in to consideration the needs of men and youth;
* Enlarge the package of services (including medical and juridical) and the target groups;
* Incorporate the husband and children of a woman victim of SGBV in the psycho-social support;
* Encourage and facilitate access to school;
* Develop long term family plan together with the participants and their families.

J. With regard to the revitalisation of the CCPs, the evaluation team has the following suggestions:

* Build the CCPs in the very heart of the village;
* Offer more support and training to the government partners;
* Look for better qualified partners to implement project activities;
* Encourage other organisations and government to start using the CCPs for their activities.

K. With regard to implementation of the action in a joint manner, the following is proposed:

* A decentralised approach;
* A holistic integrated approach;
* Increase of synergy between the development partners;
* Complementarity between the actors;
* Participation and ownership of the population;
* Sustainability of the activities;
* More communication and exchanges between the CCPs and the partners;
* Building the capacities with regard to planning, coordination and M&E in local and provincial partners.

# CHAPITRE I : INTRODUCTION

## 1.1 Le contexte du projet PSAR

A. Contexte du pays

Officiellement la guerre dans les provinces de l’Est de la RDC, qui a commencé en 1996, mais qui a ces racines plus anciennes, a été déclarée terminée. Dans les deux provinces du Nord et du Sud-Kivu, plusieurs accords de paix ont été signés. Cependant, dans la réalité la guerre continue encore, sous une autre forme, surtout dans la vie de la population la plus pauvre. La pauvreté et les violences sexuelles de tout genre sont les caractéristiques les plus frappantes émergeant de la guerre continuant dans ces deux provinces, ce qui influence négativement la vie quotidienne de la population.

Le Nord et le Sud-Kivu sont des provinces très pauvres et dans la catégorie des personnes pauvres, les femmes sont les plus touchées. Les conditions de vie des ménages sont très précaires et la pauvreté touche près de sept à huit familles sur dix. La responsabilité des enfants ainsi que les soins médicaux des membres de famille, en plus des devoirs d’approvisionnement en eau, bois de cuisson et préparation de la nourriture repose pour la plupart du temps sur les femmes. La majorité d’entre elles travaille dans l’agriculture et le secteur informel ; le revenu qu’elles en tirent est très faible pour supporter toute la charge familiale. L’agriculture est l’activité la plus importante que les femmes exercent sur des petites étendues de terres, avec des outils rudimentaires, des semences non améliorées et des techniques culturales obsolètes.

Le chômage en milieu urbain est très élevé soit environ 22 %. Ceci touche plus les jeunes dont le taux de scolarité est très faible. L’une des raisons de la création perpétuelle des nouveaux groupes armés est la pauvreté

Dans ces deux provinces, la guerre a causé la destruction des infrastructures socio-économiques et des services sociaux et elle a débouché sur des graves et atroces violations. En 2010, 40% des femmes et 24% des hommes ont rapporté qu’ils ont souffert de violences sexuelles[[1]](#footnote-1). Les violences à leur tour ont eu un effet négatif sur le développement en général. A cause de la guerre, les structures de familles et de la communauté se sont fortement affaiblies. Comme beaucoup d’hommes les violences, ont joint des groupes armées, ont cherché du travail ailleurs ou ont fui,, la conséquence est que les femmes sont devenues des chefs de famille. Ce qui laisse croire à une autonomisation des femmes, la réalité est qu’il est très difficile pour elles de gagner leur vie, étant menacées par plusieurs sortes de violence, y compris la pauvreté et la faiblesse des infrastructures. De plus elles sont victimes des problèmes structurels tels que l’accès au foncier.

Pour les victimes des violences sexuelles, la situation est encore pire. Souvent, elles n’osent pas déclarer les faits, car il n’est pas rare qu’elles soient rejetées et même expulsées de leur famille et de leur communauté. Ceci fragilise davantage ces familles et les rend plus vulnérables.

Dans le Nord et Sud-Kivu, les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) sont devenues très courantes et ont atteint des proportions énormes. En 2009[[2]](#footnote-2), il y a eu plus que 15,000 cas de violence identifiées, et l’année 2010 n’a enregistré aucune baisse. Ce fait est confirmé à plusieurs reprises par les parties prenantes et bénéficiaires du projet PSAR.

Au cours des entretiens la majorité des parties prenantes et bénéficiaires ont expliqué, que les violences sexuelles ont commencé avec la guerre. Pourtant, la situation peut être plus complexe que ça et il y avait des violences y inclus des violences sexuelles bien avant. Auparavant les types de violences pratiquées étaient celles liées à la coutume (à l’exemple des mariages forcés et ou précoces). A ces jours, selon les déclarations des personnes rencontrées la plupart des violences sexuelles faites auprès des femmes sont causées par des hommes en armes. Maintenant, les statistiques montrent que le nombre des cas de violences causées par des civils augmente constamment. La violence sexuelle touche aussi les hommes.

Les enfants, vivant dans ces conditions ou les mères sont violées, grandissent avec ces tares et à leur tour ils cherchent à se venger et ceci est lune des causes de la recrudescence des violences.

B. Contexte du projet

Le PNUD en République Démocratique du Congo (RD Congo) collabore avec le Gouvernement de la RDC et les communautés locales afin de contribuer à promouvoir l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes.

Pour contribuer à la réponse dans la lutte contre les violences basées sur le genre, le PNUD a développé le projet de « Sécurité, Autonomisation et Réintégration Socio-économique des Femmes Victimes des Violences Basées sur le Genre » (PSAR), ou «Kuinua wanawake pamoja na jamii» qui s’inscrit dans la stratégie nationale de lutte contre les violences sexuelles et s’exécute dans le cadre du Programme de Lutte Contre la Pauvreté du PNUD. Le projet est aligné sur le Plan de la Stabilisation et de Reconstruction de l’Est du Congo (STAREC) du gouvernement de la DR Congo, notamment dans sa composante 3, relative à la relance économique et au 5eme composante de l’ISSSS (la stratégie d’appui international d’appui au STAREC), concernant les violences sexuelles.

Le projet doit être mis en œuvre en synergie avec le Programme Gouvernance, notamment avec le projet «Accès à la Justice», qui vise la protection juridique et judiciaire des personnes victimes de violences sexuelles dans le Nord et le Sud Kivu.

## 1.2 Les objectifs de l’étude

L’objectif global de l’étude porte sur :

* 1. examiner la cohérence entre les objectifs du PSAR, les approches développées et les résultats obtenus ;
  2. proposer sur base des conclusions un schéma d’articulation et liens fonctionnels entre ce projet et les autres initiatives de développement en cours dans la région,
  3. développer une stratégie d’intégration du genre dans les interventions du Programme Pauvreté au Nord et au Sud-Kivu. Contribuer, dans la mesure du possible aux discussions de développement du projet Canadien en ce qui concerne réintégration socio-économique et prévention/protection VBG

Les objectifs spécifiques sont :

1. Evaluer les résultats obtenus et les tendances en termes de viabilité à long terme, d’effets et d’impact des CCP sur les communautés ciblées.
2. Formuler des recommandations au PNUD pour des actions futures en matière de réintégration socio-économique des victimes de violences basées sur le genre, qui respectent l’approche genre et qui s’inscrivent dans la logique du relèvement communautaire.
3. Proposer des actions concrètes permettant d’intégrer effectivement la question de la prévention des VBG, avec une clarification sur le rôle que les hommes devraient jouer dans ce domaine.
4. Proposer un schéma d’articulation et de consolidation de liens entre d’une part les interventions du PSAR et d’autre part les initiatives des projets du PNUD en cours d’exécution ou en préparation dans la région.
5. Analyser les interventions en matière de genre en cours dans le Nord et le Sud-Kivu, dégager la plus-value de l’approche développée par le PNUD et, sur cette base, formuler une stratégie concrète pour l’intégration du genre dans les interventions du Programme Lutte contre la Pauvreté.
6. Fournir des commentaires sur les propositions du document du projet en élaboration, un projet sous financement du ACDI Canada

Pour atteindre ces objectifs, la mission de consultation s’est basée sur le questionnaire ci-dessous conçu à cet effet pour guider les entretiens.

1. Quel est le progrès réalisé par le projet en matière de planification ?
2. Quels ont étés les impacts du projet (positive ou négative) sur les différents groupes cibles ?
3. Les mécanismes de coordination et partenariat sont-ils appropriés ?
4. Dans quelle mesure la pérennité du projet est-elle garantie ? Apres la clôture du projet, quels résultats pensez-vous atteindre et quelles activités seriez-vous à mesure de poursuivre ?
5. Quel est le niveau d’appropriation des diverses parties prenantes ?

L’étude a évalué les résultats et impacts du projet PSAR depuis le démarrage du projet en 2010 et a essayé de montrer les forces et faiblesses de l’approche PSAR. L’étude a aussi évalué la qualité des activités mises en œuvre en fonction du temps fixé c’est-à-dire en deux ans.

Sur base des conclusions de l’étude, la mission offre :

1. Une analyse démontrant la mesure dans laquelle les résultats et objectives prévus par le projet PSAR ont été réalisés.
2. Une analyse des interventions en matière du genre en cours dans le Nord et le Sud-Kivu, mises en œuvre par le PNUD et par le gouvernement dans le cadre du projet mais aussi par des autres organisations.
3. Une évaluation des résultats obtenus et les conclusions en termes de viabilité et durabilité à long terme, d’effets et d’impact des CCP sur les communautés ciblées
4. Un dégagement de la plus-value de l’approche développé par le PNUD

La mission propose :

1. Un schéma d’articulation et liens fonctionnels entre le projet PSAR et les autres initiatives au Kivu actives dans le domaine du genre, de l’autonomisation et des droits des femmes ainsi que des VBG.
2. Une stratégie d’intégration du genre dans les interventions du Programme Pauvreté au Nord et Sud Kivu.
3. Des recommandations pour des actions futures en matière de réintégration socio-économique des victimes de VBG
4. Des interventions concrètes visant à intégrer effectivement la question de la prévention des VBG, avec une clarification du rôle des hommes dans ce domaine.
5. Un plan de revitalisation et d’autonomisation des CCP.

## 1.3 Methodologie

Planification

L’étude s’est effectuée en quatre phases :

**Phase I : Préparation**

La phase préparatoire a commencé par un examen de toutes les données et documentation disponibles sur le projet PSAR, ses activités, les résultats obtenus, le progrès réalisés, le succès ainsi que les contraintes.

Un cadre d’évaluation a été développé, ainsi que des questionnaires semi-structurés pour les différents groupes ciblés. La mission a aussi développé un format du rapport.

Un bref rapport initial avec une planification plus précise pour la mission et une proposition pour la répartition des tâches entre la chef de mission et la consultante nationale a été soumis le 21 novembre 2011. Les documents susmentionnés ont été partagés avec le PNUD avant que la mission ne se rende sur le terrain du Nord et du Sud Kivu. .

**Phase II : Collecte des données**

La collecte de données a commencé par une réunion tenue au bureau du PNUD avec les différents membres du personnel concerné du bureau de Goma, Beni et Bukavu pour recueillir les premières informations et mieux recadrer les résultats attendus de la mission.

L’équipe s’est rendu ensuite sur le terrain dans le Nord Kivu, à Goma, Beni, Butembo et leurs environs d’une part et dans le Sud Kivu à Bukavu, Uvira, Walungu. Ces visites se sont déroulées, en collaboration avec les parties prenantes locales et les équipes du Projet PSAR. Dans la première demi-journée, les questionnaires semi-structurés, développés dans la première phase, ont été vérifiés et adaptés selon les besoins.

Des entrevues ont été effectuées, en utilisant les questionnaires susmentionnés. L’équipe a interviewé un grand nombre de parties prenantes, dont les bénéficiaires du projet PSAR, le personnel du gouvernement local et services étatiques impliqués, les cadres du PNUD et les organisations qui mettent en œuvre des projets en matière d’égalité des sexes, des droits des femmes, d’ autonomisation des femmes.

**Phase III : Partage des résultats préliminaires**

Les données et informations recueillies ont été analysées de manière structurée. Une analyse diagnostique des résultats et approches a été effectuée.

Les activités et résultats ont été comparés avec les données et planification du cadre logique. La cohérence et la consistance des objectifs d’une part et d’autre part entre les objectifs, les activités programmées ainsi que les résultats escomptés du projet ont étés analysés. Les résultats et l’impact ont été comparés aux résultats réalisés par les autres projets mis en œuvre dans le milieu, ayant trait au domaine du genre, d’autonomisation et droits des femmes ainsi que les VBG.

**Phase IV : Présentation du rapport final**

L’équipe a continué à améliorer et finaliser le rapport, en y incluant les commentaires et observations récoltées pendant la mission sur le terrain. Les stratégies, conclusions et recommandations spécifiques ont été développées plus en détail et de manière précise.

La première ébauche du rapport sera partagée avec certaines parties prenantes bien spécifiées cinq jours après les visites de terrain dans le Nord et le Sud-Kivu. Le rapport sera parcouru par les membres du personnel du PNUD pour récolter leurs commentaires, observations et suggestions. Lorsque tous les commentaires seront reçus (en principe dans cinq jours plus tard) l’équipe inclura dans son rapport les commentaires reçus, et soumettra le dit rapport finalisé dans la semaine qui suivra.

Stratégie de la collecte de données

Cette stratégie s’est basée sur des instruments variés permettant de mieux comprendre les forces et les faiblesses, les résultats, les contraintes et les leçons tirées du projet à cela s’ajoutent :

- Une série d’entretiens avec des divers intervenants ;

- La soumission des questionnaires semi-structurés auprès des parties prenantes ;

- L’examen de toutes les données et documentation disponibles sur le projet PSAR.

Analyse des parties prenantes

Les parties prenantes, interviewées pour la collecte des données, étaient constituées :

1. Membres du personnel du PNUD au Nord et Sud-Kivu, qui s’occupent du projet PSAR et du projet Accès à la Justice ;
2. Les employés du gouvernement local et services étatiques, qui jouent un rôle dans le projet PSAR ;
3. Les gestionnaires des CCP ;
4. Les organisations qui mettent en œuvre des projets en matière d’égalité des sexes, droits des femmes, d’autonomisation des femmes et des VBG ;
5. Les femmes bénéficiaires du projet PSAR.

## 1.4 Plan De l’etude

Ce rapport final comprend 5 chapitres.

L’introduction, le chapitre 1, qui explique le contexte de la région vis-à-vis du genre et la situation des violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) il parle aussi du contexte du projet PSAR.

Le chapitre 2 évalue l’état de la mise en œuvre du projet jusqu’au mois de novembre 2011 il décrit les succès, les contraintes et les leçons tirées. Le suivi et l’évaluation sont aussi analysés. Ce chapitre est assorti d’une analyse sur les forces et faiblesses du projet PSAR.

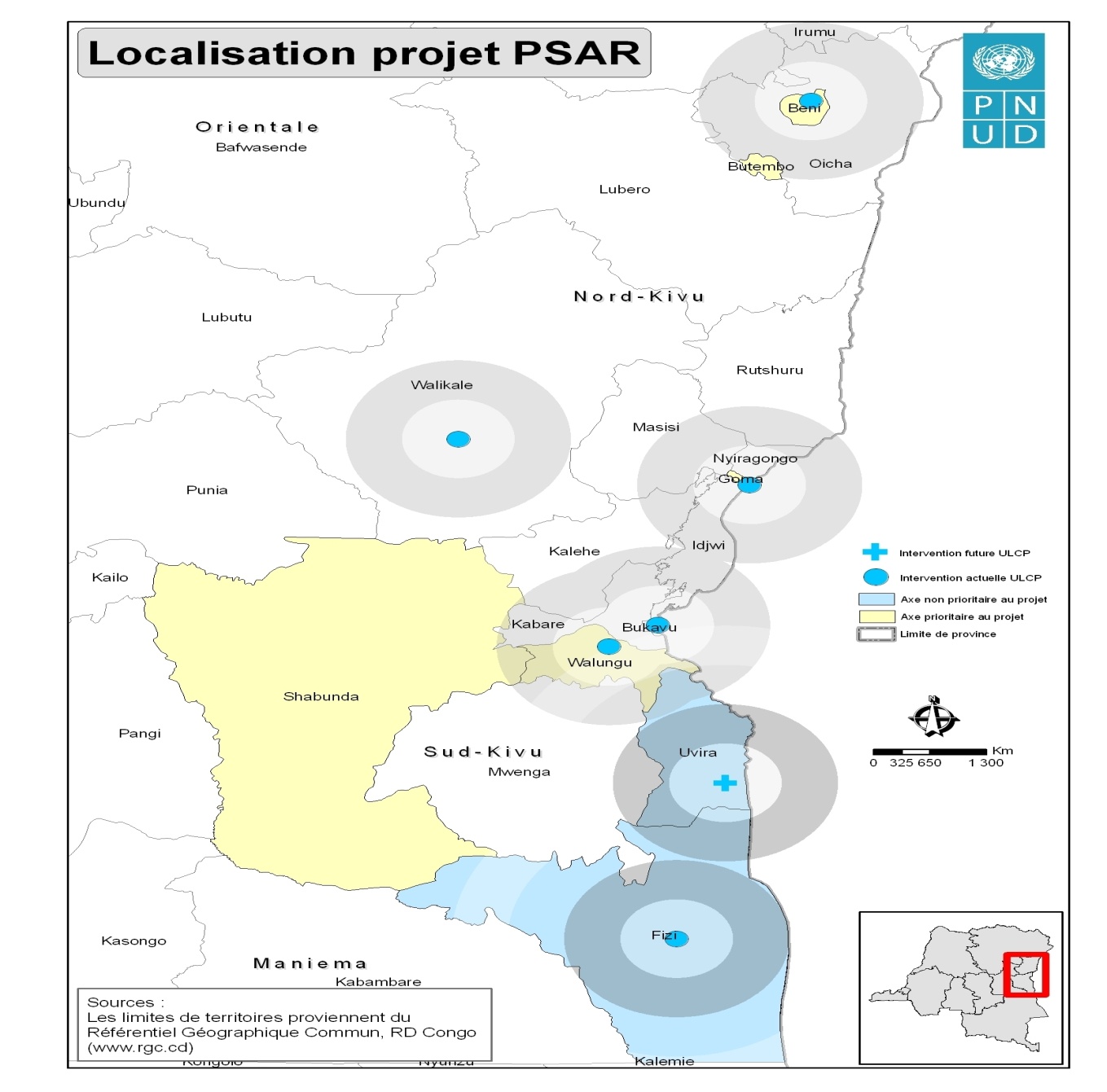
Le chapitre 3 fait état des partenaires, par rapport à leurs activités ainsi que leurs rôles dans le projet. Il mentionne aussi les liens fonctionnels entre le projet PSAR et, les autres projets du PNUD ainsi que toute autre initiative au Kivu y sont aussi relatés.

Le chapitre 4 se focalise sur la pérennité. La contribution des résultats obtenus à la pérennité y est décrite, ainsi que l’impact constaté du projet PSAR. Le dégagement de la plus-value de l’approche PSAR fait aussi partie de ce chapitre.

Dans le chapitre 5, les conclusions et recommandations sont présentées. Ce chapitre propose aussi une stratégie pour mieux intégrer le genre dans le Programme Pauvreté au Kivu, ainsi que des interventions visant à intégrer concrètement la prévention de VBG dans le projet. Il propose aussi les moyens pour intégrer les hommes dans la lutte contre VBG et l’égalité des sexes de même qu’un un plan de revitalisation des CCP.

La figure ci-dessous montre les endroits où les activités du projet PSAR sont mises en œuvre.

Figure 1 : La localisation du projet PSAR

****

# Chapitre 2 : Mise en oeuvre et progres du projet PSAR

## 2.1 La conception du projet

La situation de violence, existe depuis plus que 20 ans et ne semble pas s’améliorer. Bien que soutenir les femmes victimes de la violence à atteindre une réinsertion sociale et une autonomie financière soit un objectif noble, il est aussi important d’aborder clairement la question liée à la prévention des VSBG.

En raison de cette situation, il est impératif de s’attaquer aux problèmes à la base. Sans cela, aucune solution à long terme ne pourrait être envisagée.

Le projet PSAR est basé sur une approche holistique, qui combine l’autonomisation des femmes avec leur réintégration socio-économique et les activités visant la prévention du VSBG. Le projet vise à sensibiliser la communauté pour prévenir les VSBG et promouvoir le statut socioéconomique des femmes pour réduire leur vulnérabilité aux VBSG. Le projet vise aussi à impliquer les partenaires gouvernementaux, pour assurer l’appropriation et la pérennité de son impact.

Trois objectifs sont poursuivis par le PSAR, à savoir :

* Améliorer le statut socio-économique des femmes et leur assurer un meilleur accès aux moyens d’existence durables ;
* Appuyer la réintégration sociale des victimes des violences sexuelles et leur acceptation dans les communautés ;
* Améliorer la gouvernance locale par le renforcement des systèmes de prévention, de protection ainsi que l’augmentation de la prise en charge des victimes.

D’une durée de deux ans, le projet intervient, depuis juillet 2010, dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu et cible de manière générale près de 135.000 hommes et femmes retournés et/ou vulnérables parmi lesquelles 1.705 ont déjà bénéficié directement des services offerts.

## 2.2 L’état de la mise en oeuvre

Le projet a effectivement démarré avec un décalage de 12 mois ; sa date de démarrage avait été prévue pour le 1 juillet 2009, mais il a démarré une année plus tard soit en juillet 2010, durant les premiers six mois, les activités ont étés concentrées sur la planification et les actions préparatoires.

En plus, le Document de Projet avait prévu une enveloppe totale de $ 4.450.510, mais seuls $1.581.01 ont été disponible. Ainsi donc les activités du projet PSAR ont été réalisées sur base de ce dernier montant bien que programmées sur un montant plus élevé.

Notons que le changement du montant disponible n’a pas été suivi d’un nouveau cadre logique c'est-à-dire aucune révision du projet en ce qui concerne les objectifs et résultats n’ont pas été adaptés. Il en est de même du rayon d’intervention qui est resté inchangé.

En juin 2009, un atelier a été organisé pour élaborer un cadre conceptuel et opérationnel de référence pour la création des CCP.

Au cours de la première année du projet, l’accent a été mis sur l’autonomisation des femmes et des filles au niveau économique par un meilleur accès aux moyens de subsistance et sources de revenu ; la réintégration des victimes de VSBG au sein de leur famille et de leur communauté  en vue de faciliter le développement des relations de solidarité, d’entraide, de respect et d’acceptation mutuelle. Les autorités locales ont été appuyées dans leurs rôles et responsabilités en matière d’intervention auprès des victimes des VSBG, tant aux niveaux local, territorial que provincial.

La mise en œuvre en général

Le PNUD appuie des programmes sur les priorités du pays et mobilise les autres partenaires, dans cette optique. Le PSAR, un projet pilote conçu pour attirer d’autres organisations et mobiliser des fonds additionnels, y est parvenu en mobilisant l’ACDI, qui a consenti en apportant des fonds pour un nouveau projet d’une durée de 5 ans, ce qui permettra de combler le déficit et de relever les faiblesses observées dans la première phase du Projet PSAR.

Les objectifs du projet sont nobles bien que trop ambitieux et il a été très difficile pour le projet de les atteindre. Des interviews et séances communes qui ont été organisées avec les bénéficiaires, animateurs et autres responsables des villages, a permis de relever que les facteurs majeurs contraignant l’atteinte des objectifs sont :

1. La durée du projet de 2 ans est trop limitée pour pouvoir atteindre les résultats planifiés, surtout quand la situation dans la région est très instable. L’approche communautaire exige un changement de comportement qui ne peut pas être réalisé à court terme
2. Les bénéficiaires sont pour la plupart des femmes ayant subi des violences sexuelles, des femmes traumatisées et rejetées par leurs familles et leur communautés. Il s’agit ici de redonner la confiance d’abord à ces femmes afin qu’elles acceptent leur conditions, et ensuite aider à les faire accepter auprès des leurs familles et communautés. Un tel processus demande une longue période de négociation psychologique de la part de la famille, de la communauté et des victimes.
3. L’espace du projet, le Nord et Sud-Kivu, est formé de deux provinces avec des réalités différentes, à accessibilités difficiles en termes de routes et autres voies de communication.
4. La population s’est concentrée à satisfaire les premiers besoins de la vie étant donnée que la pauvreté est très élevée.

Le CCP n’est pas une nouveauté, créée par le projet PSAR. Les premiers CCP avaient déjà été crées avant le démarrage du projet, le premier CCP étant établi par une ONG au Nord-Kivu. Au début, la fonction était limitée et le groupe cible était plus général que maintenant. Le PSAR a utilisé quelques CCPs existants, mais a aussi construit des nouveaux bâtiments. Dans le Nord-Kivu ainsi que le Sud-Kivu, 3 CCPs sont construits sous financement du projet conjoint avec l’UNICEF et la FAO.

Dans les CCP, il y a des activités différentes, qui sont mises en œuvre. Il s’agit de :

* Les Activité Génératrice de Revenues
* Le Soutien psycho-social
* Les Garderie d’enfants
* L’Alphabétisation
* La Sensibilisation sur des sujets diverses

Il y a une longue liste des AGR qui sont réalisées dans l’ensemble des CCP. Ces dernières sont

1. Le tricotage
2. Le tissage de panier
3. La coupe et couture
4. Petit élevage (lapins, porc)
5. Teinturerie
6. Savonnerie
7. Reboisement
8. Mouture de grains par le moulin
9. Agriculture
10. Maçonnerie
11. Pâtisserie
12. Restaurant
13. Petite commerce

Chaque CCP fonctionne selon sa propre combinaison d’AGR, basée sur le choix des femmes participantes, de l’offre du partenaire ONG ainsi que des exigences du PNUD. Après la formation, les femmes sont organisées dans des Organisations de Productrices (OP) pour défendre leurs droits de manière coopérative ainsi qu’améliorer leur accès à la vie professionnelle et autres.

Tous les CCPs du Nord-Kivu ont une garderie d’enfants et les membres ont bénéficié d’une formation en alphabétisation ; ces deux activités ne sont pas réalisées dans le programme de formation du Sud-Kivu.

Bien que les CCP du Sud Kivu aient été implantés au milieu des villages, quelques CCPs au Nord-Kivu se trouvent dans des endroits assez éloignés du village ou de la villeoù ils sont implantés. Cette situation fait que, les femmes victimes, que le projet veut intégrer dans la communauté, sont au contraire plus loin de la communauté et risquent d’être davantage marginalisées Pour les membres de la communauté qui ne participent pas aux activités du projet, il y a moins de facteurs stimulants pouvant les amener à visiter ou à utiliser le CCP, lorsqu’ils doivent premièrement parcourir une grande distance. Pour les membres du gouvernement, la distance pose problèmes aussi par rapport à leur participation active, parce que souvent ils n’ont pas d’accès aux moyens de transport. A titre d’exemple lorsque le CCP s’accorde à soutenir par exemple un restaurant ou une boulangerie pour augmenter les revenus des femmes, son emplacement doit être proche des populations pour attirer des clients.

Les CCP comme bâtiment sont un atout pour la communauté car ils pourraient être utilisés pour différents buts par des parties prenantes et membres de la communauté. Jusqu’à présent, seul le projet PSAR utilise ces infrastructures, peut être parce que les autres parties prenantes ne sont pas encore au courant des possibilités. Il est donc encourageant que d’autres tels que les services de l’Etat, les communautés, les ONGs les utilisent bien pour animer certaines de leurs activités. L’utilisation de ces centres aurait ainsi pour conséquence de pérenniser les activités en leur sein.

En outre, le projet a contribué à établir des comités locaux de lutte contre les VSBG. Dans ce comité, il y a des participants de la communauté ainsi que des divisions du gouvernement et des organisations locales. Ces mêmes comités existent aussi au niveau provincial et territorial, et se réunissent une fois par mois.

Le projet PSAR a soutenu les comités locaux à nouer des liens avec les comités provinciaux et territoriaux.

## 2.3 Le progrès du projet PSAR

L’équipe s’est penchée sur la collecte de données relatives aux résultats obtenus par le projet PSAR. En l’absence des outils de suivis et évaluation, l’équipe s’est basée sur les indicateurs repris dans le document du projet, elle a utilisée les différents rapports dudit projet en combinant avec les informations récoltées, lors des entrevues et les visites sur le terrain. Malheureusement, le niveau de fiabilité de ces informations n’est pas très rassurant par manque d’outils fiables de suivi – évaluation. Le manque d’un système bien structuré de suivi et évaluation constitue la grande faiblesse de ce projet.

Si la colonne « réalisation » ne montre pas de résultat, cela veut signifier que le projet n’a pas achevé les résultats planifiés. Étant donné que les rapports reçus du projet présentaient beaucoup de lacunes et très peu d’informations par rapport au cadre logique conçu pour la mise en œuvre du projet, il serait possible de noter qu’une activité soit considérée comme non achevée alors qu’elle avait pris fin d’une part. Les consultants s’en excuse d’avance. D’autre part, le temps disponible pour la mission ne suffisait pas pour suivre tous les résultats planifies dans le document du projet.

Le tableau suivant montre la combinaison entre les diverses indicateurs du projet et les résultats obtenus. Pour que le tableau reste accessible et compréhensible, l’équipe n’a pas ajouté d’autres informations, telles que les activités particulières de ses partenaires, responsables pour la mise en œuvre.

Tableau 1 Matrice des résultats

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Matrice des résultats 1-1-2010 - 30-11-2011** | | | | |
| **Produits attendus** | | **Indicateurs** | | **Réalisation** |
| **VOLET 1 : Amélioration de statut économique et meilleur accès aux moyens d'existence.** | | | | |
| Produit 1.1:  Les femmes vulnérables, en particulier des victimes VSBG, ont de meilleur revenus et des meilleurs conditions de vie. | • Localisation de CCP,  • Critères de choix CCP  • Appui des AGR dans les CCP.  • Renforcement des capacités des CCP. | | • Les CCP sont localises dans les villages et les terrains pour leur construction sont octroyés gratuitement par les chefs de localités en cela les villages sont impliques dans l'implantation des CCP. Bien que certains d'entre eux soient éloignés des agglomérations, ce qui marginalisent ces centres et ne permet pas la fréquentation par d'autres bénéficiaires indirects.  • Le choix des CCP est fait selon les exigences des provinces répondant à des enquêtes sur l'intensité des violences dans la province  • Au Sud Kivu, 3 CCP sont appuyés par des AGR exercées par les bénéficiaires directes  • Au Nord Kivu une ONG exécute le renforcement organisationnel ses CCP, auquel sont ajoutes des formations en alphabétisation, gestion du micro crédit et garderie d’enfants. Ce qui facilite aux participants des CCP de s'améliorer dans la gestion de leurs AGR. | |
| • Nature et nombre de filières appuyées  • Rentabilité des filières retenues  • Nombre de bénéficiaires formées et exerçant une activité génératrice de revenus rentable. | | • Nature des activités retenues ont été déterminées par les bénéficiaires. Dans le Nord Kivu les activités retenues sont: la coupe et couture, l’artisanat, la fabrication des paniers, la broderie, le tricotage, le petit élevage, la teinturerie, la huilerie, la mouture de grains et manioc l’agroforesterie et l’agriculture. Dans le Sud Kivu, les activités réalisées sont le petit commerce, la boulangerie et pâtisserie, la coiffure, la restauration, la savonnerie.  • Ces activités bien que rapportant un revenu aux bénéficiaires, méritent d'être redynamisées et réorientées en vue de constituer des vraies filières allant de la production a la commercialisation de ce que les femmes produisent. Ce qui permettra d’une part, leur pérennisation dans les CCP. D'autre part, les femmes ayant été formées au sein des CCP et qui sont capables d'initier leur propre micro entreprises méritent d'être appuyées par un petit crédit. Le projet doit s'activer a collaborer avec PASMIF dans ce but.  • Plus de 14 filières d'activités sont opérationnelles pour un total d'environ 1500 bénéficiaires dans le Nord Kivu et 2000 dans le Sud Kivu selon les renseignements recueillis sur terrain. Toutes ces personnes bénéficiaires ont été formées dans les différents domaines de leurs activités et en gestion de la micro entreprise. Toutefois ces modules de formation doivent être documentés afin d'aider les femmes à s'y référer très souvent. | |
| • #, âge et sexe et résidence des bénéficiaires • Accroissement des revenues des bénéficiaires • Accroissement de la production  • Capacités de couvrir les charges de production | | • Dans le Nord Kivu l'âge des bénéficiaires est très variables, il ya des personnes âgées tout comme des très jeunes filles de 12, 13. Les femmes comme des hommes fréquentent ces CCP et en sont bénéficiaires. Les hommes du Nord Kivu s'adonnent plus au moulin et au petit élevage. Les jeunes garçons écoliers sont dans l'agroforesterie  • Le revenus de chaque participants au CCP est quelque peu amélioré, les bénéficiaires se prennent en charge et contribuent a certaines charges familiales.  • Dans le Sud Kivu la grande majorité des bénéficiaires sont des femmes adultes surtout à Uvira.  • La faiblesse d'organisation et de gestion de leurs activités a pour effet la faible capacité de production. | |
| • #, qualité et maîtrise utilisation des outils de gestion • Un comité de gestion est mise en place selon les exigences existantes  • Accroissement de revenu par CCP appuyé | | • #, qualité et maîtrise utilisation des outils de gestion  • Un comité directeur dans chaque CCP constitue d'une présidente et de deux assistants est mise en place pour la plupart de cas, les membres de ces comités sont payés par les CCP. Un comite de gestion constitue des représentants des diverses institutions tant ONG que personnel étatique sélectionnés par la communauté.  • Il ya un accroissement de revenu des membres des CCP appuyés | |
|  | Produit objectif fin projet 1.000 femmes vulnérables au Nord-Kivu et 750 au Sud-Kivu exercent des activités productives | | Nord-Kivu : 959 participantes formées et intégrées Sud-Kivu : 1220 bénéficiaires à Burhale, Luvungi et Kalehe, 350 Bitale, 500 renforcées à Uvira | |
| Produit 1.2  La réhabilitation des infrastructures ciblées contribue à la réduction des risques qui exposent les femmes aux violences | Produit objectif fin projetOccurrence de nouveaux cas de VSBG sur les axes aménagés diminué >80% | | Manque d’étude de base; pas de données ni rapport | |
| **VOLET 2: Réintégration sociale et acceptation par les communautés et les familles.** | | | | |
| Produit 2.1:  Les femmes et filles vulnérables, en particulier des victimes des VSBG vivent dans les communautés de leur choix (communautés d'origine ou autres) et sont acceptées par les membres de la communauté et de la famille après avoir complété le paquet de réintégration socio-économique du PNUD | • La représentation des femmes dans les mécanismes de décision.  • # & localisation des organisations renforcées dans les différents domaines (sexospécifiques) | | • Les femmes sont aussi bien représentées dans le comite de gestion que dans les comités directeurs.  • les organisations des femmes sont de plus en plus nombreuses et ces femmes sont formées, elles savent lire, compter et prendre parole pour défendre leurs intérêts. A Uvira, les femmes après avoir fait l'analyse de leurs revenus faibles, ont elles mêmes proposer des nouvelles formations pour les réorganiser et réorganiser leur travail. Cela crée la confiance au sein des familles et les femmes sont de nouveau acceptées dans les communautés. | |
| • Type et # d'activités d'IEC réalisées dans chaque CCP,  • # de personnes sensibilisées en VBG  • # des séances réalisées • La nature des thèmes abordés par rapport a la stigmatisation des VSBG, au droit de la femme et a l'étique genre | | • Au sein des CCP, il s'organise beaucoup de séances d'informations sur les différents types de violences basées sur le genre, sur le VIH / Sida, et autres.  • les femmes ayant subi des violences se dévoilent au sein des CCP lors des séances psychologiques.  • Toutefois toutes ces activités sont très faiblement rapportées par écrit.  • Débat sur le droite de la femme, santé de la reproduction (96 part)  D'autre part aussi, les informations sur le droit de la femme sont très peu abordées. | |
| • Activités durables des journées SGBV appuyées • # et nature des manifestations organisées   • Nombre des pagnes imprimés pour faire passer les messages | | • Les femmes ont participés à des célébrations des journées internationales, comme journée internationale de la femme, marche contre les violences basées sur le genre, les pagnes ont été imprimées pour célébrer les méfaits mais ces actions sont très faiblement repris par les CCP et les rapports sont difficile à trouver. Il y a un rapportage obligatoire sur le niveau des experts du suivi, sur le niveau du partenariat et sur le niveau du projet. Les rapports disponibles ont été de qualité limitée et irrégulières. | |
| • Thèmes de formation et modules dispensés.  • #, sexe et qualité des formateurs  • # et sexe des alphabétiseurs formés • # et sexe des bénéficiaires alphabétisation fonctionnelle • # sexe et âge bénéficiaires d'entrainement en self défense, | | Les thèmes de formation dispensée sont déjà repris plus haut mais concernant les formations sur le self défense, aucune fois dans aucune CCP il n'a été abordé. Il n’y a pas de rapports structurés disponible sur les détails des bénéficiaires et formateurs | |
| • # et localisation CCP avec une garderie équipée et un personnel formé • # et âge d'enfants gardés • # bénéficiaires de l'accompagnement psycho-social au sein des CCP | | • Au Nord-Kivu les CCP ont une garderie équipée ; tous les CCPs ont un personnel formé  • l'âge des enfants gardes varie de 0 à 5 ans.  • il existe un personnel en charge de l'accompagnement psychosocial qui assure les écoutes psychologiques des victimes traumatisées qui viennent librement se confier au CCP. | |
| • Type synergie renforcée  • La note méthodologique est produite et validé par la partie nationale | | • La synergie avec les autres institutions et ou projets du PNUD et autres agences des nations Unies est très faible si non inexistante. Chaque structure se cramponne a ses propres activités parfois mêmes sans impliquer les autres.  • La note méthodologique est produite et validé par la partie nationale (novembre 2011) en collaboration avec le projet PSAR. | |
| Produit objectif fin projet 1.000 femmes vulnérables au Nord-Kivu et 750 au Sud-Kivu sont réintégrées dans leurs familles et communautés | | • Atelier sur l’Autonomisation et Réintégration Socioéconomique des Femmes en Situation Post-conflit à Travers les Centres Communautaires Polyvalents CCP 07/11 • Burusi 48 femmes ont rapporté amélioration de vie  • Manque données ou rapportage sur #/% réintégration | |
| Produit 2.2: Les femmes et filles vulnérables sont autonomisées et construisent des mécanismes de solidarité et d'entraide entre elles-mêmes. | • Un nouveau CCP construit  • 4 CCP au nord Kivu  • 3 CCP au sud Kivu  • Localisation et critères de choix de CCP  • Source et qualité d'énergie  • Nature, qualité et quantité de l'approvisionnement | | • Réalisé selon planification  • Réalisé selon planification  • Réalisé selon planification  • Localisation des CCP tel que le terrain est accorde par les autorités locales. Parfois ces CCP sont éloignés des villages et marginalisent de plus en plus les bénéficiaires.  • Les CCP ont besoins de sources d'énergie peu coûteuse. A ce jour, chaque CCP est équipé d'un groupe électrogène, mais il est souhaitable de les équiper en énergie solaire, moins coûteux. De même que les CCP ont besoin des sources d'eau potables en lieu et place des collectes d'eau de pluies tel que vue dans le Nord Kivu. Au Sud Kivu, l'ONG PADEBU recruté par le PSAR pour réorganiser les organisations des femmes dans les filières s'organise pour faire des forages d'eau dans certains villages des CCP. | |
| • Critères de choix,  • # et type d'activités développées dans les nouveaux bâtiments • Equipe fonctionne à Walikale  • La fréquentation (sexospécifiques) des centres | | • Rapportage sur nombre par filière, pas sur sensibilisation • Réalisé selon planification • Equipe fonctionne  • Rapportage limité | |
| • Les AGR tirées dans les filières porteuses sont développées,  • Les activités d'IEC réalisées avec le concours des ONG locales  • Les organes de gestion (comité de gestion et Direction) sont mis en place et formés à l'utilisation des textes et outils de gestion | | • Réalisé selon planification • Probablement réalisés mais non documenté  • Rapportage limité et de qualité variable | |
| • #, sexe et âge des bénéficiaires de la formation en self défense • # de femmes et filles qui ont plus confiance en eux-mêmes  • L'amélioration du niveau de vie des femmes à travers les AGR • # de filles et jeunes qui s'inscrivent qui créent leur propre club et/ou qui s'inscrivent dans les clubs existants | | • Aucune formation en self défense n'a été organisée.  • Les femmes ont de plus en plus confiance en elles mêmes car étant formées et rendues capables de subvenir à leurs propres besoins grâce aux AGR.  • Mission sur terrain n’a aucune information sur cette activité sur la création de club. | |
| • 15 encadreuse d'enfant sont formées soit 3 par CCP;  • 5 garderies d'enfants sont opérationnelles avec rations alimentaires assurés par la communauté • Les associations de base qui œuvrent pour l’autonomisation des femmes et cohésion familiale et communautaire sont appuyées et renforcées | | • Aucun rapport sur les 15 encadreuses formées par 3 CCP  • Garderies existantes comme planifié au Nord-Kivu, pas au Sud-Kivu ; par contre, aucun rapport sur les rations alimentaires  • Aucun rapport écrit sur le renforcement des associations pour l'autonomisation des femmes et la cohésion familiale. Les femmes et filles formées dans les CCP ont leur confiance restaurée et reprennent place au sein des familles. | |
| Produit objectif fin projet > 60 initiatives féminines au Nord-Kivu et 40 au Sud-Kivu sont consolidées et appuyées pour une implication des femmes vulnérables dans la gouvernance locale ; > 350 filles victimes VSBG sont appuyées pour la réinsertion scolaire ou suivent une formation au métier | | Pas de données, aucun rapport | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **VOLET 3 : Amélioration de la gouvernance locale pour la lutte contre les VSBG** | | |
| Produit: 3.1:  Les capacités des structures locales et de prévention VSBG et assistance aux victimes sont renforcés. | • Nombre et localisation des structures de lutte contre VBG évalués  • # de plans participatifs de lutte contre le SBGV développés par les autorités  • Nombre et type de formations organisées (par structures)  • Appui logistique fourni | Dans ce domaine, aucune activité n'a été réalisée selon les entretiens avec les CCP de plus, aucun rapport ne le mentionne. |
| • Tous les 7 CCP sont sécurisés par les titres de propriété • Tous les CCP sont gérés au quotidien par une direction composée des agents compétents • Les rôles des organes communautaires et ceux de service de tutelle connus et consignés dans les textes • Note méthodologique pour la mise en place et le fonctionnement d'un CCP adoptée  • Voyage d'échanges des acteurs nationaux du Nord et Sud Kivu | • Selon planification • Rapportage limité et de faible qualité  • Atelier sur l’ancrage institutionnel tenu en date de 21/07/11 • Atelier sur la validation de la note méthodologique 8/11/11 • Ateliers d'échange à Beni, Uvira, Kalehe |
| • Répertoire des structures d'accueil disponible.  • # et type de formation organisée par structure d'accueil  • # de victimes accueillies par structure | • Aucun outil de ce genre n'est produit par le projet. Un répertoire des CCP et leur emplacement doit être produit. Et un logiciel doit être créer afin d'y introduire des données sur toutes les activités réalisées et ou programmées par le projet.  • # de participants connu, mais pas # de victimes |
| • Un rapport d'évaluation des CTLVF • Etude sur la zone à risque qui expose les femmes aux violences en carte • Appui au CTLVF pour collecte/analyse des actes d'infractions à la loi • Un inventaire des mécanismes d'alerte et de prévention • Nombre de comités locaux fonctionnels • Etude diagnostique et plan d'action pour FVVS • Nombre d'ateliers de formation pour entités gouvernementales | • Aucun rapport d’évaluation ni CTLVF existant  • Aucune étude sur la zone à risque  • Aucun appui rapporté  • Aucun inventaire rapporté.  • 35 au Nord-Kivu, # Sud-Kivu inconnu  • Aucun rapport sur ce diagnostic  • Quelques ateliers organisés mais pas de claire formation |
| Produit objectif fin projet Au moins 50% des mécanismes de prévention et de prise en charge au plan local sont fonctionnels | Atelier de concertation et d’échanges pour réfléchir sur les conditions des femmes, afin de développer un système de prévention et de protection et de soutenir les œuvres des femmes à travers les CCP ; pas de rapport ni aucune étude de base. |
| Produit 3.2 Les autorités locales prennent leur responsabilité concernant les VBG au niveau local, provincial et territorial | Produit objectif fin projet Au moins 60% des autorités sont plus actifs dans la prévention de VSBG | Manque de données de base aucun rapport |

La gestion du CCP

La gestion des CCP se fait de manière participative, avec et par les bénéficiaires et la communauté. La figure ci-dessous montre comment les parties prenantes sont impliquées dans la gestion des CCP.

**ORGANIGRAMME DU CCP**

**Assemblée Générale**

* Bénéficiaires
* Communauté
* Associations féminines

**Division de Genre, famille et Enfant**

**Comité de gestion**

* Bénéficiaires
* Autorités locales
* Comité locale de développement
* Services techniques de l’Etat

Filière d’activité 2

Filière d’activité x

Filière d’activité 3

Filière d’activité 1

**Direction :**

* Gestion quotidienne
* bénéficiaire et communauté

Le CCP est une propriété communautaire, supervisée par l’Etat. L’organe central dans la gestion est l’organe de direction. La direction est composée d’une directrice, une secrétaire, une sentinelle et deux assistants psycho-sociaux. Son rôle est de coordonner, de contrôler et de diriger les activités. Les membres de la direction sont nommés par le Comité de Gestion.

L’Assemblée Générale est constituée par tous les bénéficiaires, les membres de la communauté, des associations féminines et des ONGs locales. Le comité de gestion est élu par l’Assemblée Générale et les membres sont les bénéficiaires des CCP, les autorités locales, les membres des comités locaux de développement et les services techniques de l’état. Dans le comité de gestion il y a un(e) président(e), un(e) vice président(e), un(e) trésorier(e), un(e) secrétaire et deux conseiller(e)s. Le président et deux autres membres reçoivent un salaire.

Par exemple au CCP de Bitale, le salaire de la présidente est de 150$ par mois, les deux autres membres gagnent chacun $ 70 par mois. Comme on le constate, ces montants sont très élevées par rapport aux revenues mensuelles des bénéficiaires qui varient entre 10 et 20$, non seulement que la différence est très grande, mais aussi, il n’est pas évident que ces salaires puissent continuer d’être versés pendant longtemps et ainsi compromettant la pérennité du CCP. Notons que Si les membres du Comité de gestion étaient élus parmi les femmes bénéficiaires, il ne serait pas nécessaire d’envisager un salaire pour les membres de ce comité mais elles défendraient mieux les droits et intérêts des membres des CCP. L’équipe n’a pas pu trouver des manuels de procédures de gestion, ni des manuels d’opérations dans les CCP. Les règles par rapport aux activités et à la formation ne sont pas claires et diffèrent selon le CCP. Il y a quand même du progrès ; certains outils ont déjà été conçus et rendus disponibles. L’activité va se poursuivre au premier trimestre de l’année 2012

Les groupes cibles

Selon les documents, le projet s’adresse aux groupes cibles suivants :

* Les femmes et les filles ;
* Les autorités gouvernementales ;
* Les leaders communautaires ;
* Les structures de coordination des interventions;
* Les ONG, les groupements féminins, les organisations communautaires de base
* Les jeune filles et garçons.

Par rapport aux filles et garçons, le projet n’a pas mis en œuvre des activités qui ciblent clairement ce groupe. Toutes fois, Ils ont pu bénéficier des séances de sensibilisation d’ordre générale, mais il n’y a pas de sensibilisation spécifique ciblant les jeunes. Les leaders communautaires ne sont pas spécifiquement ciblés non plus. Les leaders d’opinions pourraient peser de leur poids dans la cohésion sociale (non stigmatisation des femmes et hommes victimes des violences sexuelles).

La situation au Nord Kivu

A Nord-Kivu, il y a 6 CCPs où le projet PSAR développe ses activités. Parmi ces six, il y a deux, notamment celui de Mangina et d’Oïcha, qui ont servi comme CCPs pilotes et qui existaient déjà avant le démarrage des activités du projet PSAR. Ces CCPs sont sous la responsabilité du PNUD bureau du terrain à Beni, comme les CCP à Mbutaba, Kamango et Burusi. Les bâtiments des trois derniers CCPs sont construits par financement du projet « Le projet d’Appui à la stabilisation et prévention des conflits dans le Nord Kivu » (financé par le fonds MDG du Gouvernement espagnol) exécuté par la FAO, le PNUD et l’UNICEF, un projet de deux ans qui s’est terminé en mars 2011. Comme le budget au début avait prévu la construction de ces bâtiments, le projet a pu utiliser les fonds ainsi libérées pour réaliser d’autres activités.

Tableau 2 : Les CCP, leurs partenaires ONG et leurs bénéficiaires au Nord-Kivu

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CCP** | **Partenaire ONG** | **Bénéficiaires** | **Groupes** | **Remarques** |
| Mangina | PPSSP | 355 | 15 | 60 installés dans leur foyer  200 savent lire et écrire  350 accompagnements psycho-sociales  496 ont appris métiers diverses  64 broderie, 174 couture, 117 tissage, 59 teinture, 46 tricotage, 12 savonnerie, 15 resto  35 comités renforcés ; 63 personnes dans ces communautés locaux lutte VSBG |
| Oïcha | PPSSP |
| Mbutaba | PROREN | 259 | 10 |
| Kamango | PROREN |
| Burusi | SAFDF | 210 | 10 |
| Mugunga (Goma) | UEFA | 155 | 5 |

Au moment de la mission, le CCP de Kamango n’était pas actif pour des raisons de sécurité. L’équipe s’est rendue en visite au CCP de Mugunga à Goma. Le membre du personnel du partenaire UEFA ne s’est pas présenté malgré le rendez vous pris. Le CCP était totalement vide et fermé ; apparemment, ce CCP n’est ouvert que 3 jours par semaine. Pour rendre un CCP vraiment viable, il serait conseillé de le garder ouvert au minimum pendant 5 jours par semaine. En outre, comme les participantes les plus importantes sont les femmes victimes des violences, il faut offrir aux femmes la possibilité de s’adresser à quelqu’un en cas d’urgence. En plus, un CCP fermée signifie la perte de capital.

A Goma, la mission a été informée de l’existence d’une activité de micro crédit. Cette activité a consiste à remettre sous forme de crédit un montant de 50 USD a 50 femmes. Le résultat de cette activité est que Parmi les 50 femmes, un nombre n’a pas été à mesure de rembourser le crédit, un grand nombre des bénéficiaires n’a pas vraiment réussie et une petite partie a su utiliser l’argent pour commencer leur petit commerce. Une telle activité sans soutien particulier est vouée à l’échec.

La situation au Sud Kivu

A Sud-Kivu, il y a aussi 6 CCPs où le projet PSAR met ses activités en œuvre. Trois CCP parmi ces six , notamment celui de Burhale, de Balambika et de Bitale, sont financés par le Projet conjoint de réhabilitation des services sociaux de base et de relèvement communautaire au Sud-Kivu, avec des fonds du gouvernement Néerlandaise et le projet conjoint du PNUD, FAO et UNICEF.

L’équipe a visité Uvira, Luvungi et Walungu (ou une réunion a été organisé avec des parties prenantes de Burhale, car le CCP n’est pas accessible pour raison d’insécurité.

Les CCP suivants sont présents dans le Sud-Kivu :

Tableau 2 : Les CCPs, leurs partenaires ONGS et leurs bénéficiaires Sud-Kivu

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CCP** | **Partenaire ONG** | **Bénéficiaires** | **Groupes** | Résultats atteints |
| Luvungi | CENEAS | 525 | 33 | 2025 femmes cibles sont planifiées  Burhale n’est pas accessible maintenant pour suivi à raison de sécurité. |
| Burhale | VICO | 300 | 8 |
| Kalehe | APED | 200 | 9 |
| Balambika | DIOBASS | 300 | 6 |
| Hombo | UEFA | 350 | 6 |
| Bitale | GEL | 350 | 8 |
| Uvira | COVIRA | 500 | 25 |

L’équipe n’a pas réussi à faire vraiment une comparaison entre les CCP qui sont partiellement financés par le projet conjoint et les autres, parce que Burhale n’était pas accessible pour raisons d’insécurité et le voyage planifié à Bitale a été annulé parce que l’escorte attendu ne venait pas. Mais dans les entrevues avec les membres du personnel de PNUD ainsi qu’avec les partenaires ONG, le sujet a été soulevé plusieurs fois et tous ont confirmé, que dans les CCP cofinancés par le projet conjoint, les activités ont été mises en œuvre avec plus de succès ; pourtant, l’équipe ne pouvait pas faire un analyse plus détaillé sur le terrain et vérifier ces assertions.

Dans le CCP de Bitale, toutes les activités sont mises en œuvre avec un grand succès. Les participantes du CCP travaillent dans un restaurant et un salon de coiffure/beauté qui font partie du CCP. Les femmes peuvent comme ça utilisé de l’espace et le CCP bénéfice de leurs contributions financières. L’équipe était vraiment désolée de n’avoir pas pu visiter Bitale ; bien que la visite soit planifiée, l’escorte n’est pas venue au moment attendu et voyager à Bitale sans escorte n’est pas permis.

A Uvira, le projet PSAR n’a pas construit de bâtiment pour le CCP. Le projet PSAR a UVIRA a renforcé la capacité des 500 femmes, qui avaient été déjà formées par l’ONG Women for Women, mais qui après une année avaient oublié la plupart de leur formation. Quand l’équipe a visité Uvira, il est apparu que la capacité de ces femmes par rapport à la gestion de leurs activités reste encore très faible, malgré le fait qu’elles avaient été formées à deux reprises sur le même thème.

Après Uvira, l’équipe a visité le CCP de Luvungi par surprise et trouvé le CCP totalement vide et fermé .Et d’autre part, personne n’a été capable d’apporter des informations sur les activités qui s’y déroulent mais plus tard après l’équipe a découvert, que les activités n’avaient pas encore commencé. La raison avancée était, que l’ONG partenaire ne comporte qu’un seul homme responsable, qui avait connu un accident. Il ne pouvait pas gérer les activités et n’osait pas les déléguer. Pour cette raison, un mois avant la clôture planifiée du projet, le CCP était complètement vide sans aucune trace de bénéficiaires ni d’activités. La visite n’a pas été prévue mais quand même l’équipe a attendu qu’il y aurait quelques traces d’activités récentes ou des membres du personnel du partenaire qui auraient pu expliqué l’absence d’activités et l’heure ou la jour du début prévu.

A Bukavu l’équipe s’est entretenue avec l’ONG PADEBU, identifiée et retenue par le PSAR pour remonter le niveau des CCP pour une période de 5 mois, et qui a commencé au début du mois de novembre. Lorsque l’équipe a cherché à comprendre de manière spécifique comment ils ont consolidé les activités à Luvungi, les membres du personnel de PADEBU ont offert une description détaillée d’une consolidation des activités qui ne sont même pas mises en œuvre. En outre, l’équipe a posé des questions sur le recrutement des animateurs, qui était dans leur projet, mais PADEBU n’a pas été à mesure de fournir des détails, ce qui laisse planer beaucoup de doutes sur la capacité de PADEBU a réellement rehaussé le niveau des CCP.

Le CCP de Kalehe serait en voie de fermeture parce que les animateurs et animatrices ont quitté par manque de salaire. Une enquête plus profonde a montré, que la situation est moins mauvaise que ça. Au démarrage du projet, l’endroit était occupé par des militaires en formation à Kalehe. Ce CCP n’avait pas beaucoup d’activités génératrices de revenu ce qui a créé une atmosphère de démotivation. Aussi, il faut résoudre les problèmes de salaire. Avec le projet de consolidation, le PNUD espère que le niveau serait être relevé.

Malheureusement, l’équipe n’a pas pu visiter ce CCP.

## 2.4 Une analyse de la mise en œuvre

Concernant la mise en œuvre du projet, la mission d’évaluation a pu desceller les forces et les faiblesses ci-dessous et elle a émis les recommandations suivantes :

Forces

* Les CCPs constituent un vrai pourvoyeur d’une large gamme de services pour la communauté en général et les femmes victimes en particulier ;
* La combinaison entre les AGR, la sensibilisation sur la prévention ainsi que la protection a déjà démontrée sa validité dans d’autres circonstances ;
* Les bâtiments, CCP peuvent être utilisés par d’autres parties prenantes ;
* Le projet en tant que pilote a pu offrir des nouvelles possibilités pour trouver des moyens financiers additionnels qui permettent d’achever plus facilement les objectifs ;
* Les OP offrent aux femmes participantes des avantages par rapport à l’accès à leurs droits, aux autres réseaux et à la vie professionnelle.

Faiblesses

* Le plan du projet, y inclus les objectifs, les résultats, les activités et la région ciblée, n’ont pas été changés alors que le montant total du projet a été diminué de 64% ;
* Les CCPs du Sud-Kivu n’ont pas de garderie d’enfants et il n’y a pas de programme d’alphabétisation ;
* Certaines CCPs se trouvent éloignés du milieu du village ;
* Des horaires d’ouvertures des CCPs diffèrent ;
* Il n’y a ni manuels de procédures et ni manuels d’opérations ;
* Les salaires de quelques membres des Comités de Gestion sont élevés, payés des fonds du projet de partenaire ou, après la clôture de ce projet, de la caisse du CCP ;
* Le projet ne s’adresse pas aux jeunes de manière spécifique ;
* A Uvira, les femmes ont étés formées a deux reprises sans aucun résultat important ;
* Les activités du CCP de Luvungi n’avaient même pas encore commencé jusque au mois de novembre 2011 ;
* Au Sud Kivu, le PSAR a identifiée un nouveau partenaire le PADEBU qui prendra en charge la formation et la réorganisation des activités dans tous les CCP. La mission a émis des doutes sérieux sur la mise en œuvre de ce partenaire, bien que sa fiabilité ait apparu bien et la risque ait été classée faible auparavant.

Recommandations

La mission recommande ce qui suit :

* S’assurer que les objectifs, les résultats et les activités ne paraissent pas trop ambitieux et peuvent être réalisés dans le cadre du budget et capacité existants ;
* Etablir les garderies d’enfants et inclure la formation sur l’alphabétisation dans tous les CCP. Ceci facilitera aux femmes de mieux assimiler les autres formations et ainsi améliorer leur capacité de mieux gérer leur AGR et mieux passer les écritures dans les outils de gestion.
* Construire les CCP idéalement au milieu d’un grand village ou d’un grand centre ;
* Le projet doit élaborer des manuels de procédures et d’opérations et de documenter tous les outils de formation ;
* Le PSAR doit encourager les autres parties prenantes d utiliser les CCP régulièrement.
* Que les CCP restent ouverts au minimum pendant 5 jours de la semaine ;
* Etablir une synergie avec les autres projets et organisations qui œuvrent nt dans le milieu.
* La présidente et les membres les plus importants du comité de gestion devront être élus parmi les femmes bénéficiaires autant que possible, compte tenue des qualifications nécessaires ;
* Formuler aussi des activités qui s’adressent spécifiquement aux jeunes.

## 2.5 Le suivi et évaluation

Le système de suivi et évaluation est d’une qualité très limitée.. Le projet ne dispose d’aucun outil spécifique de suivi et d’évaluation pour les types de microprojets du projet PSAR. Seuls quelques rapports sans formats pareils sont disponibles. Malgré la longue expérience du PNUD en matière de suivi et évaluation, le projet PSAR présente beaucoup de lacunes dans ce domaine. Il n’existe aucun outil de suivi disponible au PSAR alors qu’il existe des logiciels qui permettent de mieux assurer le suivi et d’obtenir des résultats à temps voulus. Il n’y a pas de suivi régulière et même des rapports structurés ne sont pas soumis. De ce fait, non seulement il y a une manque d’aperçu structuré du progrès du projet PSAR, le projet aussi ne donne aucun honneur à ses propres efforts. Il est bien possible que les activités sont mises en œuvres et les résultats sont atteints, mais rien n’est documenté.

Apres la baisse du montant initiale du projet, aucune révision tant budgétaire que la redéfinition des activités et des résultats n’a été produite. L’équipe a pu trouver des indicateurs, mais ils sont éparpillés dans des rapports divers et surtout au niveau d’output.

Sur le terrain, l’équipe n’a pas pu trouver des preuves d’un suivi participatif. Bien que des ateliers participatifs aient été organisés avec les ONGs et les services étatiques, les partenaires rencontrés n’ont pas montrés que le suivi participatif serait mise en œuvre. Leur capacité et leur compréhension ont apparu encore très faibles.

Dans les CCP visités, il n’y avait presque pas de cahiers, sauf de temps en temps pour noter les noms des participantes. On ne peut pas prouver si les participantes ont participé régulièrement, si elles ont fini la formation, ou si elles sont en train de mettre leur AGR en œuvre tel que recommande. Il n’y a pas de formulaires pour faire des évaluations après les activités. Les ONGs partenaires ne savent pas comment s’impliquer dans le suivi et l’évaluation, en ne soumettent pas de rapport régulier.

La distance de la plupart des CCP (ils sont éloignés plus de plus 2 heures de route d’un bureau PNUD) rends une décente régulière sur le terrain pour le personnel du projet plus difficile, mais pas du tout impossible. Il faut faire un plan de décente sur terrain chaque mois pour s’assurer du progrès du projet. Il ne faut pas oublier que les bénéficiaires sont avant tout des personnes adultes ayant un niveau d’études très bas. Il est donc important, que les partenaires et le gouvernement local soient à mesure de participer au suivi et à l’évaluation, et qu’ils sachent comment faire la collecte de données et quelles données doivent être collectées.

Le personnel du projet est très faible en termes de quantité, il faut que le PNUD recrute un expert en charge du suivi et évaluation, ou, s’il y a un expert comme au Sud Kivu, il faut décrire son tâche par rapport au projet PSAR plus clairement.

L’expert serait alors aussi à mesure d’adapter le cadre logique du projet et ajouter les indicateurs, mais aussi faire la collecte de données, former les partenaires sur le suivi et l’évaluation de manière participative, faire l’analyse des données et suggérer des adaptations dans le projet sur base de l’analyse des données.

Ce système du suivi et d’évaluation pourrait aussi être utilisé de manière pragmatique. Par exemple, si les données au niveau CCP sont collectées régulièrement, les résultats par CCP pourraient être comparés et les meilleures pratiques seraient formulées, pour que tous les CCPs fonctionnent de façon optimale, en tenant compte de l’environnement locale de chaque CCP.

Forces

* Le PNUD a une longue expérience et expertise dans la gestion et le suivi et l’évaluation des projets de développement.

Faiblesses

* Le document de projet et le cadre logique de suivi et évaluation ne sont pas adaptés à la taille du projet tenant compte du montant disponible ;
* Les indicateurs du projet sont repris au niveau des résultats ;
* Le suivi et l’évaluation ont été exercés par l’équipe de pauvreté mais il n’y a pas de fonctionnaire chargé du suivi et l’évaluation, et les autres membres du personnel PNUD qui s’occupent du projet PSAR on trop de travail pour conduire à bon terme le système du suivi et de l’évaluation.
* Il n’y a pas de système du suivi et de l’évaluation participative.

Recommandations

* Revoir la matrice de suivi et évaluation de manière structurelle en incluant les indicateurs objectivement vérifiables sur le niveau des résultats.
* Nommer ou recruter un expert chargé du suivi et l’évaluation du projet PSAR ou décrire le rôle et les tâches de l’expert chargé du suivi et l’évaluation au sein du program de la pauvreté plus clairement vis-à-vis le projet PSAR.
* Assurer la formation des partenaires ONG, des membres du personnel des gouvernements locaux et des animatrices pour participer dans la collecte des données, le suivi et l’évaluation participative
* Rendre disponible pour les ONGs partenaires un format de rapport et s’assurer de son utilisation régulière et de manière périodique. Sur base de l’analyse des données de suivi et évaluation, formuler des meilleures pratiques pour introduire des améliorations dans les CCP, si nécessaire.

# Chapitre 3 : Partenariat

## 3.1 Description des activités en maTière de genre au Nord et Sud-Kivu

L’équipe n’a pas pu avoir beaucoup d’entrevues avec des autres organisations. Comme la durée de la mission était fort limitée et que la mission se déroulait pendant la période des élections, il était difficile de rencontrer les organisations sur le terrain, et d’autre part les membres du personnel de ces organisations n’étaient pas souvent disponibles.

Pendant les visites sur terrain, l’équipe a remarqué qu’il existe beaucoup d’activités visant le genre mises en œuvre par des organisations des NU et ONG internationales ainsi que des petites ONGs nationales. Ce sont souvent des projets à caractère humanitaire et par conséquent, de courte durée (un ou deux ans). Des nombreuses pancartes exposées sur des routes en témoignent une existence lointaine.

A part des plateformes féminines, il n’y a pas beaucoup d’action concertée dans ce domaine du genre et chaque projet réalise ses activités sans concertation avec les autres, ce qui est lié à la faible coordination du gouvernement. Pourtant, le nouveau mécanisme pilot au niveau sectoriel et provincial qui est en place par rapport au genre et aux violences basées sur le genre essaie de faciliter une bonne planification et synergie entre les actions

Outre les organisations des Nations Unies, il y a des ONG internationales qui mettent en œuvre des projets en matière de genre et VSBG au Kivu. Nous citerons : Women for Women (WfW) : l’organisation cible 7,000 femmes. Il y a entre autres des formations de formateurs et des formations en leadership pour les hommes. WfW a aussi mené des analyses et a développé des rapports sur la situation par rapport aux VSBG dans les provinces du Kivu en RD Congo. WfW a organisé des séances en groupe avec les femmes sur (entre autres) les droits de femme, le développement des réseaux des femmes, l’entreprenariat à la base et le marketing, la gestion du stress et la loi et la santé humanitaire. WfW a formé les 500 femmes à Uvira, dont la capacité est plus tard renforcée par le projet PSAR.

* Oxfam-Novib travaille sur le renforcement des capacités des partenaires au Kivu, surtout sur le plaidoyer par rapport aux droits humains. L’organisation a commencé la campagne dénommée (Nous pouvons : We can – stop violence against women) visant à lutter pour les droits des femmes et leur participation dans la vie politique et publique et contre leur vulnérabilité par rapport au VSBG. Dans cette campagne, l’organisation forme les hommes et les leaders de la communauté comme agents de changement.
* Action Aid a commencé son travail déjà en 1987 à Uvira avec des réfugiées burundaises. Le program couvre maintenant surtout les droits des femmes à l’éducation, à la sécurité en situations de conflit, à la vie et à la dignité face au VIH/SIDA. Action Aid est registrée comme organisation en RD Congo et travaille surtout avec des partenaires locaux.
* CARE entre autres mets en œuvre un projet visant à améliorer les services pour des victimes de VSBG, améliorer la qualité de services pour des personnes et communautés affectées par les VSBG, ainsi que renforcer la capacité de la communauté par rapport à la prévention de VSBG.
* GIZ a mis l’aide aux victimes des VSBG comme une priorité dans leur programme de santé au Sud-Kivu.
* ICCO n’a pas des projets et programmes mais soutient les programs et projets, développés par des partenaires locaux. L’organisation a été active au Kivu depuis 10 ans dans le développement des programs et stratégies avec des partenaires locaux. Il a des programmes genre sur le terrain, ceux de la santé reproductive et VIH/SIDA. ICCO préfère une approche régionale et essaie de mettre en œuvre la résolution UN UNSCR 1325, visant entre autres le rôle des femmes dans le processus de paix.

Comme il y a beaucoup d’organisations au Kivu qui travaillent dans le développement en générale, le genre et VSBG en particulier, la liste n’est pas exhaustive. L’équipe n’a pas pu rencontrer toutes les organisations, travaillant en matière de genre et VSBG au Kivu, à cause des élections. Il est clair quand-même, que, à l’exception des comités de lutte contre les VSBG au niveau provincial, la coopération entre les organisations est très limitée. Comme la plupart des organisations internationales travaillent avec les partenaires locaux plus petites, la coopération par rapport à la prévention de VSBG et à promotion de ’égalité de chance entre les sexes non seulement améliorerait l’impact sur les femmes victimes et la communauté, mais aussi abouterait à un renforcement plus solide des partenaires locaux. Pour arriver à cela, une étude pourrait être menée, pour développer une cartographie des organisations existantes (ou explorer s’il existe déjà une cartographie) qui sont actives dans le domaine de genre et VSBG, montrant ainsi quelles sortes d’activités sont mises en œuvre, et rechercher les possibilités de coopération.

La plupart des projets semblent se focaliser sur l’amélioration des services ainsi que sur la prévention au VSBG.

## 3.2 Le rôle actuel du gouvernement dans le projet PSAR

Les CCP sont sous la tutelle du Ministère de Genre, Famille et Enfants (MGEFAE) dont le rôle est la supervision, l’appui conseil, l’appui technique et la mobilisation des ressources.

Par rapport au financement, le Ministère n’a pas pu offrir son appui par manque de ressources financières lui-même. Il est difficile pour les membres du personnel d’assurer une supervision selon les attentes.

Le MGEFAE a aussi avoué, que les membres de personnel n’ont pas la capacité d’agir comme animateurs/animatrices, et ont besoin d’être formés. Comme les CCP se trouvent de temps en temps loin de leur bureau (voir également 2.3) ceci constitue un frein à sa participation dans la mise en œuvre de l’action.

Les responsabilités du MGEFAE sont décrites ainsi :

* La dotation d’une concession pour la construction.
* La contribution aux échanges d’informations
* La prise en charge des victimes

Le MGEFAE est le Ministère désigné pour assurer la tutelle des CCP, parce que la plupart des objectifs du projet font partie de son mandat. Néanmoins, à ce moment le MGEFAE est absolument incapable de gérer le projet et en assurer la pérennité. Toutes les activités, mises en œuvre par le Ministère, sont à travers des projets pour la plupart financé par les agences des NU (UNICEF, FNUAP, PNUD ou MONUSCO). Le Ministère n’a pas d’animateurs, et a un besoin claire de formation. Le MGEFAE ne visite pas souvent le projet et ne sait pas comment faire le suivi et évaluation.

Le MGEFEA a partagé avec l’équipe, qu’ils veulent bien jouer leur rôle dans le projet, pourvu qu’ils sachent exactement ce qu’il faut faire. Le Ministère préfère donc une description détaillées de leurs tâches, ce qui pourrait s’effectuer a travers un contrat ou un Mémorandum d’Accord (MA).

Par rapport à l’appropriation et la contribution du MGEFEA nommé ci-dessous, le gouvernement a affichée sa volonté mais ses efforts restent timides. Toutefois la participation du gouvernent est autant essentielle pour assurer la pérennité.

Jusqu’à présent, les autres Ministères ne sont pas encore vraiment impliqués dans la mise en œuvre des activités du PSAR. Dans le Nord et Sud Kivu il existe des Ministères techniques avec un personnel ayant des capacités susceptibles d’être utilisées aux bénéfices des membres des CCP, tels que le Ministère de la Justice, le Ministère du Plan, le Ministère des Affaires Sociales, celui du Développement Rural, de l’Agriculture et d’autres. Bien que leur rôle soit décrit dans le document de projet, sauf le MGEFEA, ces Ministères n’ont pas été vraiment actifs jusqu’à présent.

Le personnel de ces Ministères pourrait être impliqué comme animateurs et animatrices, contribuant ainsi à l’appropriation du projet PSAR par plusieurs Ministères. De cette façon, une plateforme des animatrices pluridisciplinaire pourrait être formée.

Il est aussi apparu que les femmes qui réussirent dans leurs AGR constituent des petites entreprises et sont obligées de payer l’impôt. Il est donc recommandé de faire un plaidoyer avec la Division Provinciale des Impôts pour obtenir une dérogation en faveur de ces femmes pour une durée de deux ans par exemple, le temps de consolider leurs activités.

Sous le produit 3.1, « Les capacités des structures locales et de prévention VSBG et assistance aux victimes sont renforcés » le projet avait planifié des activités de formation et d’évaluation avec les structures de lutte contre VBG et les autorités locales. Malheureusement, il n’y a aucune preuve de mise en œuvre ces activités. Pour mieux impliquer les autorités locales, il faut communiquer avec eux pour assurer l’alignement entre les plans de développement locaux et le projet PSAR.

Forces

* Existence ’une expertise disponible dans les différents Ministères, les CCP peuvent disposer a moindres couts des animateurs et animatrices selon les thèmes à développer ;
* Le gouvernement a affiché sa volonté de contribuer au projet et participe dans des activités telles que les ateliers de formation ;
* En générale, les organisations se focalisent plus sur l’amélioration des services ainsi que la prévention de VSBG. Le choix du PNUD à intervenir dans la réintégration socioéconomique des femmes est donc une réponse.

Faiblesses

* Bien que le MGFAE soit le partenaire principale du projet, sa capacité et la capacité de son personnel ainsi que ses ressources sont très faibles ;
* A l’exception du MGEFEA, les autres Ministères ne sont pas encore vraiment impliqués dans le projet PSAR, bien qu’une grande partie des activités se déroule dans leur domaine ;
* Le MGEFAE n’a pas d’animateurs ou animatrices capables et manque de ressources pour assurer le suivi et l’évaluation ;
* Le MGEFAE ne dispose pas de moyens financiers ni de transport pour assurer sa charge ;
* De temps en temps, les femmes qui réussirent leurs AGR ont des problèmes avec l’impôt pendant les premières années ;
* Il y a beaucoup d’organisations, qui travaillent dans le domaine de genre et VSBG, mais la coopération est faible.

Recommandations

* Former le personnel de MGFAE dans les domaines nécessaires afin d’assurer le suivi ; il en est de même pour les autres Ministères ;
* Assurer une formation de courte durée en genre au personnel des autres Ministères ;
* Développer des MA pour décrire en détail les contributions atteintes des Ministères et se convenir sur de la manière dont cela doit être mis en œuvre ;
* Aligner les visites sur le terrain avec le MGEFAE pour leur permettre de visiter le terrain autant que possible ;
* Faire un plaidoyer avec la Division Provinciale des Impôts pour une exemption temporaire des impôts pour les femmes bénéficiaires du projet PSAR ;
* Communiquer avec les autorités locales pour assurer l’alignement des plans de développement locaux et le projet PSAR ;
* Explorer s’il existe une cartographie des organisations actives dans le domaine de genre et VSBG et sinon développer une telle cartographie.

## 3.3 Le rôle actuel des partenaires ONG dans le projet PSAR

L’exécution du projet PSAR est fait par des ONGs partenaires, dont les noms sont repris dans le tableau de la section 2.3 Les ONGs ont été sélectionnés travers un Appel à Proposition du PNUD fait au début du projet. Cet appel reprenait les détails sur les taches à exécuter en fonction d’une période fixée, afin d’assurer la transparence dans la sélection. Néanmoins, la capacité de la plupart des ONG est faible. Le PNUD a organisé des sessions de formations visées sur le renforcement des capacités, mais les ONG ont toujours des problèmes de mise en œuvre des activités. Ils ne savent pas comment assurer la pérennité et souvent n’ont pas de connaissance de terrain. En matière de suivi et évaluation elles présentent des faiblesses énormes. Certaines organisations sont très petites et se constituent en une seule personne, comme c’est le cas de l’ONG qui encadre le CCP de Luvungi. Pour améliorer la qualité du projet, il faut donc chercher un partenaire plus grand, et s’assurer de sa capacité tant en personnel qu’en expertise nécessaire.

Comme la qualité du CCP et sa pérennité dépendent fortement de la capacité du partenaire ONG, il faut assurer qu’au niveau de chaque CCP le partenaire en charge de l’encadrement soit suffisamment capable.

Forces

* L’appel à propositions pour sélectionner les partenaires ONGs a prouvé une méthode transparente qui a aussi donné au PNUD l’opportunité d’adapter les activités aux priorités du projet.

Faiblesses

* La plupart des partenaires ONGs sont faibles et donc incapables d’assurer la pérennité.

Recommandations

* Chercher un ou plusieurs partenaires plus grands avec une capacité dans le domaine d’exécution des projets ;
* Former les partenaires ONG dans des sujets spécifiques comme le suivi et l’évaluation ;
* Assurer le Renforcement des capacités des partenaires ONG de manière mieux suivie.

## 3.4 Liens fonctionnels entre le projet PSAR et des autres initiatives au Kivu

Les projets du PNUD

* Le projet « Accès à la Justice »

Dans le document de projet, il est déjà écrit : « nouer les liens avec des autres projets du PNUD » ceci est même nommé comme une priorité. Bien que la coopération avec le projet « Accès à la Justice » soit décrite dans le document de projet, jusqu’à maintenant il n’y pas eu d’action concertée.

Le projet « Accès à la Justice » dispose d’un financement de $ 7 millions et sera mis en œuvre jusqu'à 2013. Le projet travaille souvent aux endroits situés à coté des CCP et cible partiellement les mêmes groupes que le projet PSAR. Le projet PSAR n’a pas encore un volet juridique, alors que le Projet Accès à la Justice présente des faiblesses sur l’aspect du genre. Ainsi pour combler les faiblesses de l’un et de l’autre projet dans les domaines présentes, il existe donc des possibilités d’une complémentarité clairement définie. En novembre 2011, le PNUD a développé une note sur ce sujet.

Selon une évaluation du programme du PNUD en RDC[[3]](#footnote-3), le projet manque de soutien aux structures de protection de la communauté et de dialogue entre les hommes et les femmes. Une insuffisance est aussi constatée, non seulement dans la synergie entre les projets PSAR et accès à la justice, mais aussi dans le soutien de l’autorité gouvernementale et la société civile pour lutter contre les violences sexuelles et basées sur le genre d’une manière plus cohérente.

Dans la nouvelle proposition du projet ACDI, une coopération plus intense est prévue et il faut que tous les membres du personnel qui s’occupent des deux projets se mettent sur le même plan et assurent que les valeurs ajoutées des deux projets seront utilisées pour se renforcer mutuellement.

* Le projet « PASMIF » (Programme d'Appui au Secteur de la Microfinance).

Apparemment le projet PSAR a déjà essayé plusieurs fois sans succès d’établir des liens fonctionnels avec ce projet. Pourtant, en voyant les activités AGR du projet PSAR, une coopération serait très utile. Bien que les participantes reçoivent des kits à la fin de leur formation, à long terme elles peuvent avoir besoin de microcrédit pour prolonger ou même renforcer leurs affaires. Surtout dans le cas de coupe et couture, les femmes, pour être vraiment indépendantes, auront besoin d’une machine à coudre, dont le coût est trop élevé pour une couturière débutante. Comme les conditions d’éligibilité de crédit sont difficiles sinon impossibles à remplir pour les femmes bénéficiaires du projet PSAR, le projet envisage de chercher la coopération avec d’autres institutions de microcrédit ; pourtant, la collaboration avec un projet qui est aussi mise en œuvre par le PNUD serait plus facile et bon marché et profiterait aux deux projets.

* Le projet d’Appui à la stabilisation et prévention des conflits dans le Nord Kivu  (financé par le fonds MDG du Gouvernement espagnol) exécuté par la FAO, le PNUD et l’UNICEF pendant 2 ans jusqu’à Mars 2011.

Les principales composantes de ce projet étaient: Appui à la résolution des conflits intra et intercommunautaires (PNUD), Réinsertion socioéconomique des retournés (FAO et PNUD), Amélioration des services sociaux de base (UNICEF). Les régions cibles du projet PSAR ont été alignées avec ce projet et la construction des bâtiments Mangina, Oïcha et Vurusi ont été financées par ce projet, ce qui s’est traduit par un bon niveau d’exécution des CCP.

* Le Projet conjoint de réhabilitation des services sociaux de base et de relèvement communautaire au Sud-Kivu. Il s’agit d’un projet conjoint financé par le gouvernement néerlandais et exécuté par la FAO, le PNUD et l’UNICEF.

Ce projet s’inscrit dans le cadre du plan de stabilisation et s’exécute sur les trois axes prioritaires identifiés et retenus dans le cadre du plan de stabilisation. Les principales composantes du projet sont : 1) la réhabilitation des services sociaux de base (par l’UNICEF) ; l’appui à la sécurité alimentaire durable et à la promotion de la production agricole (par la FAO), et ; 3) la restauration des moyens d’existence et la prévention/réduction des tensions communautaires (par le PNUD). Les régions cibles du projet PSAR ont été alignées avec ce projet et la construction des bâtiments de Balambika, Bitale et Homboa été financée par ce projet, ce qui c’est traduit par une mise en œuvre de meilleure qualité.

* Le projet « Appui à  la relance socio-économique et renforcement des centres communautaires polyvalents au Nord Kivu » avec Oxfam Québec

Une visite de chaque CCP au Nord-Kivu visé par le projet PSAR a été effectuée conjointement par l’équipe du PNUD et celle d’Oxfam-Québec. Ces visites ont permis de dresser un portrait clair de la situation actuelle de chaque centre. Suite aux discussions et constatations faites sur le terrain, il apparait que les CCP en question ont besoin de renforcement principalement au niveau du système de gestion et des infrastructures en place. Le plan du projet est basé sur les constats de ses visites. Oxfam-Québec a proposé la construction des hangars polyvalents pour augmenter l’espace disponible pour les activités du centre, la mise en place d’un système d’électrification par panneaux solaires pour permettre l’éclairage des centres ainsi qu’un système de récupération des eaux. Les services de suivi psycho-social déjà en place seront renforcés par une formation dispensée par un psychologue issu de l’équipe d’Oxfam-Québec. Des formations et des séances de sensibilisation sur les droits fondamentaux des femmes et des victimes de violence et sur le fonctionnement des instances judiciaires seront dispensées par la conseillère en justice d’Oxfam-Québec. Finalement, Oxfam-Québec a proposé la construction d’un marché à Mapemba afin de permettre aux femmes agricultrices de bénéficier d’un lieu adéquat et sain pour la vente de leurs produits.

L’équipe a reçu les documents concernant ce projet seulement a la fin de leur mission sur terrain. L’équipe a aussi essayé d’avoir un entretien avec Oxfam-Québec au Nord-Kivu ainsi qu’au Sud-Kivu, mais cet effort n’a pas abouti. L’équipe n’a pas trouvé des traces de la mise en œuvre de ce projet et n’est pas sur si le projet a déjà commencé.

Autres projets

* FAO : dans quelques CCPs, le FAO a déjà offert son appui aux quelques activités agricoles. Surtout parce que l’agriculture est la principale activité des femmes au Kivu , étant donnée que la FAO soutient des projets agricoles avec les populations ainsi que la formation à une échelle mondiale, telle les Farmer Field Schools, on peut trouver des possibilités de collaborer avec la FAO dans ce domaine. Pour renforcer l’implication des femmes dans la production agricole en renforçant le volet genre du projet PASR.
* Le PAM est active dans la fourniture des farines dans plusieurs pays, y inclus sur l’échelle micro, et pourrait être intéressé de coopérer en offrant de la farine aux CCP.
* Le FNUAP travaille souvent dans les domaines qui sont pareils ou analogues à ceux du projet PSAR ; le FNUAP travaille aussi avec les mêmes partenaires, comme par exemple l’ONG PPSSP, qui est l’ONG partenaire du projet PSAR dans les CCP de Mangina et Oïcha. Le FNUAP, comme le projet PSAR, mène des sessions psycho-sociales. Mais ces sessions sont menées par les psychologues, alors que les sessions dans le projet PSAR sont plutôt menées par des autres participants ou membres du projet. Comme les deux approches ont leur propre avantage, une combinaison entre les deux donnera une valeur ajoutée. Les conseillers du projet PSAR pourraient renvoyer les victimes aux psychologues professionnelles, si nécessaire, et les psychologues pourraient renvoyer les patients aux conseillers pour appui supplémentaire et autre soutien. Le FNUAP est aussi impliqué dans le financement des Maisons des Femmes. L’ACDI se propose d’élaborer un projet qui renforcerait la collaboration entre les projets du PNUD PSAR et Accès à la Justice, et le FNUAP.

# Chapitre 4 : Pérennité

## 4.1 Description de l’impact sur les femmes bénéficiaires et les communautés

Le projet a une durée de deux ans, ce qui est trop court pour achever une émancipation effective ou des revenues vraiment élevées des femmes. Il s’agit des activités d’ordre social et psychologique qui devraient aboutir à un changement de mentalités des populations. Il s’agit aussi de reconstruire la confiance de soi chez les femmes elles mêmes d’abord, et vis-à-vis des autres. Souhaiter un tel changement dans 2 ans est vraiment une chose impossible.

Accroissement de revenu

L’impact direct du projet PSAR est constitué par l’accroissement des revenus des femmes, qui provient des activités que les femmes mettent en œuvre presque immédiatement après la fin de leur formation au CCP, et même pendant la formation. Bien que les revenus soient très faibles, ils contribuent néanmoins aux revenus des familles. Notons que les salaires au Kivu sont très bas. Beaucoup de gens sont impliqués dans les activités de subsistance ; 40% de la population gagnent moins que 3$ par jour et le revenu moyen issu des travaux de l’agriculture est $17[[4]](#footnote-4).

Il y a aussi des succès à rapporter. Dans le CCP de Bitale, toutes les activités sont maintenant mises en œuvre. Les participantes du CCP travaillent dans un restaurant et un salon de coiffure/beauté qui font partie du CCP. Les femmes peuvent utiliser les infrastructures des CCP pour mener leurs activités et produire des revenus réguliers et le CCP a son tour bénéfice aussi de leurs contributions financières. En plus, ces services attirent d’autres membres de la communauté. Les femmes pendant leur activité sont appréciées comme des femmes professionnelles, ce qui contribue à leur réinsertion dans la communauté des femmes victimes.

Souvent, l’équipe a trouvé que, malgré la formation sur les AGR, les femmes sont toujours incapables de gérer leur propre AGR. Les femmes pour la plupart sont organisées dans une organisation de productrices (OP), qui est une émanation du projet PSAR. Bien que les OP les aide à défendre leurs intérêts, ce qui les rend plus forts, la gestion financière et opérationnelle de ces OP est de très mauvaise qualité. Nous citerons le cas des certaines femmes membres des CCP qui après six mois de travail au sein de leur groupe se retrouvent sans rien en caisse parce qu’elles avaient tout partagé. Concernant les petits commerces à Uvira, quelques groupes ont reçu un kit contenant de la farine, du mais et du sucre en assez grande quantité pour commencer leur commerce, mais les femmes à travers cette activité ne gagnent que 10$ par mois après 6 mois. En plus, les femmes ne sont pas capables d’adapter leurs prix aux réalités du marché. Le partenaire PADEBU a suggéré que la taille des OPs serait trop grande et veut partager les groups. L’équipe n’est pas sur que un tel partage augmenterait les revenues ; réduire la taille des OPs diminuera aussi les économies d’échelle.

Le projet PSAR devra offrir au CCP un soutien prolongé, et visiter régulièrement les femmes dans leurs OP et leurs AGR, -ce qui constitue aussi une opportunité de suivi et évaluation des résultats. Le PASR pourrair aussi offrir une assistance technique pour aider les femmes à améliorer leur gestion et commencer à gagner plus d’argent, et être à mesure de résoudre leurs problèmes.

Au Sud-Kivu, le PASR a déjà commencé à travailler avec PADEBU pour consolider les activités. Le PADEBU a programmé en faveur des femmes d’Uvira, un voyage d’études et échanges au Burundi auprès des femmes burundaises ayant connu les mêmes situations que les congolaises et développant les même types d’activités. Et par la suite, PADEBU organisera une autre formation aux femmes si nécessaire. Les femmes doivent organiser elles -mêmes et épargner l’argent en groupe pour être capable d’acheter des nouveaux intrants en temps voulu. Cette partie de la gestion devrait être accentué dans la formation sur la gestion.

Pour stimuler l’appropriation et la bonne gestion des AGR par les femmes, pendant les activités de formation on pourrait introduire un système de micro-épargne. Qui permettrait aux femmes d’épargner de l’argent et pérenniser leurs activités.

Améliorer la gouvernance locale par le renforcement des systèmes de prévention, de protection ainsi que l’augmentation de la prise en charge des victimes

Si on vise la prévention des violences, il faut distinguer entre violence sexuelle et violence basée sur le genre ; ces deux termes sont souvent mal utilisés l’un a la place de l’autre. Les violences sexuelles sont décrites dans la loi en des termes précis alors que les violences basées sur le genre font partie d’un plus large spectre ; elles comprennent entre autre la violation des droits de femmes, les discriminations des femmes, et les inégalités entre genre. Comme la loi ne décrit pas toutes ces violences, elles sont plus difficiles à éradiquer.

Dans les entrevues avec les parties prenantes du projet PSAR, l’équipe a cherchée a savoir si les cas de VSBG sont en baisse. A ce sujet, les réponses ont été très différentes, car apparemment on n’a pas essayé faire cette étude.

Pourtant, pour savoir si le projet a contribué à un certain résultat, et aussi pour déterminer si on doit changer les activités pour mieux répondre à une situation changée, une telle information est absolument nécessaire.

La mission a remarqué que le projet PSAR n’a presque pas développé des actions en faveur de la prévention, celle qui constitue des actions en amont pour empêcher le viol. Les activités en concertation avec le projet d’accès à la justice n’interviennent qu’une fois le viol consommé et dénoncé mais rien n’est fait en direction des auteurs pour arrêter le viol avant.

La mission s’est entretenue avec quelques responsables de l’Universités Libres des Pays des Grands Lacs (ULPGL) qui développe en collaboration avec le projet PSAR une clinique judiciaire. Cette dernière qui n’a reçu à ce jour que 5 personnes sans toutefois avoir été capable de soutenir ce processus jusqu’ a la fin, soit l’arrestation de l’auteur d’un viol bien identifié. .

Concernant la protection, seules séances d’informations sont fournies au travers des séances d’informations et conscientisation des populations au niveau des villages et la aussi, il faut s’assurer que les auteurs des viols sont bel et bien présents dans ces séances. En plus, il faut aussi impliquer les adolescents, comme il y a la possibilité qu’ils soient des futures victimes ou futures auteurs de violence. Les adolescents peuvent aussi constituer des agents qui peuvent passer le message à leurs amis, parents et enseignants. Comme le document de projet « Accès à la Justice » cible clairement les adolescents, il y a une autre possibilité de coopération entre les deux projets.

Il faut donc développer une méthodologie sur la prévention et protection qui est plus cohérente, plus structurée et plus approfondie. Les activités doivent être adaptées aux groupes, qui sont ciblés par les activités spécifiques. Il faut s’assurer que les hommes et garçons soient ciblés.

Réintégration dans la communauté

Résultant des activités du projet PSAR, quelques femmes ont rapporté avoir connu des succès particuliers dans leurs relations et dans leur vie dans la famille et dans la communauté. Des femmes répudiées par leurs maris pour cause de viol, elles sont à nouveau réunies avec leur famille ; une fille qui a été engrossée par un voisin a été capable de commencer son propre foyer et dispose maintenant d’un champ, quelque petits bétails ainsi qu’un petit shop. Une femme, qui gagnait sa vie comme prostituée, s’est inscrite au CCP et a bénéficié d’une formation et elle a su monter sa propre AGR et maintenant gagne sa vie dans la coupe et couture, tandis qu’elle a trouvé aussi l’appui parmi des autres femmes participantes. Certaines femmes déplacées ont trouvé un nouveau groupe d’amies, comme une nouvelle famille.

Forces

* La complémentarité avec le projet « Accès à la justice » offrira la possibilité d’impliquer des autres groupes cibles dans la prévention de VSBG notamment la police, l’armée et les ex-combattants , les jeunes (filles et garçons) et les ex-combattants ;
* Les séances d’information et de sensibilisation font déjà partie des actions du PSAR.
* Malgré les salaires faibles dans les deux provinces du Kivu, les revenus des AGR constituent un atout valable ;
* Dans bon nombre de cas, le projet PSAR a clairement contribué à la réintégration des femmes victimes dans la communauté et dans la famille ;
* A Kivu-Sud, le projet a déjà commencé à consolider les activités avec l’appui de l’ONG PADEBU.

Faiblesses

* Aucune action n’est entreprise en direction  des auteurs des viols ;
* Il n’y a pas d’activités avec la police, l’armée ou les ex-combattants ;
* Il n’y a pas de collecte de données ni d’informations claires sur le nombre des cas de VSBG rapportées dans les régions ciblées ;
* Les revenus sont trop faibles pour soutenir la vie de la femme victime et de sa famille ;
* Les adolescents, qui forment un groupe du futur, ne sont pas clairement impliqués dans les activités ;
* Les femmes ne savent pas encore comment gérer leurs AGR au niveau individuel et dans leur OP ;
* Dans bon nombre de cas, les femmes dans leurs OP ont partagé tout l’argent, ne laissant rien dans la caisse pour la continuité de leurs AGR.

Recommandations

* Une période de 5 ans conviendrait à ce genre d’activité, pour créer un changement de comportement et pour favoriser l’appropriation ;
* Prendre en compte les activités de prévention auprès des groupes susceptibles d’être les auteurs des viols ;
* Impliquer impérativement la police et l’armée non seulement dans les actions juridiques mais aussi dans d’autres activités susceptibles de rapporter un revenu et d’occuper autrement ces personnes qui ne sont pas en tant de guerre ;
* Faire la collecte des données sur la diminution ou augmentation des cas de VSBG dans la région ciblée ;
* Mettre en place les mécanismes d’alerte ;
* Améliorer et / ou varier les AGR et approfondir la formation par rapport à la gestion des AGR ;
* Mettre plus d’accent sur la formation en gestion d’une AGR et la collaboration au sein d’une OP. Un sujet important sera la gestion financière, et surtout la nécessité d’épargner pendant la période de la gestion, pour être capable de continuer ;
* Prolonger la période d’appui des femmes par le projet PSAR jusqu’à deux ans après la formation ;
* Introduire un système de micro-épargne pendant la formation ;
* Impliquer les adolescents dans les activités visant la prévention et la protection ;
* Développer une méthodologie sur la prévention et protection qui est plus cohérente, plus structurée et plus approfondie.

## 4.2 Contribution des résultats obtenus à la perennité

Le budget alloué au projet soit un peu plu de 1.500.000$ est très faible par rapport aux objectifs et résultats attendus, surtout que le PSAR a aussi du utiliser cet argent pour la construction de quelques CCP et a financé des outils de travail pour les activités génératrices de revenus.

Pourtant, le projet a crée quelques changements positifs. Toutes les femmes, rencontrées par l’équipe, ont été enthousiastes et fières de leurs activités. Même si les revenus étaient faibles, mais cela constitue un revenu additionnel qui est mieux que rien car ce revenu leur permet, par exemple, de payer les frais scolaires des enfants ou acheter des vêtements.

Les femmes tout comme l’ensemble du CCP bénéficient du succès des activités des femmes. Par exemple dans le CCP à Bitale, avec leurs revenus les femmes, versent des contributions mensuelles au CCP dans le maintien des activités du CCP. Elles participent selon les rapports suivants : 40% pour les femmes eux-mêmes, 40% pour les intrants et 20% pour le centre. Aussi, dans quelques CCP il y a des moulins, qui non seulement génèrent de l’argent pour le CCP, mais aussi offrent un service aux femmes, et aux hommes de la communauté.

L’UNICEF et le PAM ont mis en œuvre des projets de fortification de la farine avec des vitamines et des minéraux dans des petits moulins qui peut être rentable dans les CCP, et pour les femmes et leurs familles. Il faut explorer si le PSAR peut collaborer avec ces structures.

Les activités génératrices de revenues

Les activités génératrices de revenues en général n’ont pas pu apporter un revenu suffisant aux groupes de femmes. Il y a plusieurs raisons : les femmes apprennent d’abord et essaient de faire ensuite pour revendre ; toutes les femmes font le même AGR ; il n’y pas toujours des points de vente.

Par rapport aux activités génératrices de revenus, la teinturerie est très peu rentable car le tissu vendu partout ailleurs se vend à un prix plus bas que celui teint par les femmes. Une autre activité est la broderie, certes la population de ce milieu aime cette broderie mais il s’avère que le groupe n’est pas organisé pour assurer une bonne vente. Le petit élevage de lapin est encore à ses débuts et rien n’est encore vendu. Quant aux porcs, l’alimentation étant pauvre, la gestation est aussi faible, les bêtes sont encore jeunes et ne sont pas encore vendues. Concernant la coupe et couture, l’activité est bonne mais il faut organiser les groupes des femmes afin de les établir dans une bonne maison de couture au village.

Si les CCP se spécialisent dans au maximum 3 AGR, cela créera une diversité des activités, et créerait ainsi une possibilité d’échange entre les CCP pour partager des succès, des contraintes et des leçons tirées, ainsi que trouver des solutions aux problèmes communs.

Bien que le PNUD ait mené une étude des filières au Nord-Kivu4, les résultats de cette étude n’ont pas été vraiment utiles pour le projet PSAR. L’étude est plutôt générale et ne fait pas allusion aux contraintes spécifiques du projet PSAR. Le rapport fait allusion au CCP mais ne mentionne pas le projet PSAR. Comme une autre étude est planifiée au Sud-Kivu, l’étude devra mettre aussi l’accent sur la situation des femmes bénéficiaires du projet PSAR.

Une telle étude pourrait être utilisée comme base pour la sélection des AGR en sélectionnant les filières porteuses et profitables aux femmes. Ceci est une garantie pour la pérennité des actions des CCP.et du projet

La gestion de la production est encore mal assimilée. Les femmes productrices ne savent souvent pas qu’il faut mettre l’argent à coté pour acheter des intrants, et payer des coûts. Elles ne savent pas comment adapter leurs pris au niveau du marché. Elles ne font pas de planification à long terme. Au niveau, les revenues ne sont pas toujours partagées de manière transparente. Dans un CCP, la présidente conserve tout l’argent et attend d’être formée sur la gestion afin de procéder à la répartition de ces fonds ;

Appuyer la réintégration sociale des victimes des violences sexuelles et leur acceptation dans les communautés

A travers les activités économiques ci haut citées, une certaine confiance renaît dans les familles des femmes victimes de violences sexuelles basées sur le genre, mais cette confiance n’est que très timide.

Les CCP sont pour la plupart éloignés des villages. Ces centres qui normalement devraient être des centres de rayonnement dans les villages, sont pour la plupart construits en marge des villages ; la raison avancée est que le chef de village, qui a donnée cette espace, n’avait que cette portion de terre, car le terrain vide devient de plus en plus rare. Une analyse plus profonde nous a conduits à la conclusion selon laquelle ces femmes violées constituent une honte pour les villages et qu’il faut suffisamment du temps pour effacer cet opprobre. En cela le CCP marginalise d’avantage les femmes qui doivent normalement être intégrées dans les communautés.

Forces

* Les femmes sont enthousiastes et fières de leurs activités ;
* Résultant des activités du projet PSAR, quelques femmes ont eu des succès particuliers dans leurs relations et dans leur vie privée dans la famille et dans la communauté ;
* Les moulins et les espaces à coté des CCP ou les femmes participantes peuvent mettre en œuvre leurs AGR contribuent aux revenus mensuelles et ainsi à la pérennité du CCP.

Faiblesses

* Les femmes souvent mettent en œuvre les mêmes activités. Il y a donc une monotonie d’activités dans les villages, ce qui ne facilite pas la vente ;
* Les études du marché n’ont pas été menées pour déterminer les activités les mieux rentables dans le milieu ;
* La gestion même de la production est très mal assimilée par les groupes des femmes. Dans un CCP, la présidente conserve tout l’argent et attend d’être formée sur la gestion afin de procéder à la répartition de ces fonds ;
* Il n’y a souvent pas de système organisé pour faciliter la vente ;
* Les CCP sont souvent très éloignés du milieu de la ville ou du village, ce qui contribue à la marginalisation des femmes victimes et empêche leur réintégration ;
* L’étude qui a été menée au Nord-Kivu sur les filières porteuses est faite plutôt en termes générale, sans accent sur la situation des femmes bénéficiaires du projet PSAR.

Recommandations

* La mission recommande d’allouer un budget plus consistant pour les deux provinces si on voudrait retenir les mêmes objectifs. Il devrait chercher d’autres partenaires pour la construction des CCP et le PSAR n’interviendrait que sur la mise en œuvre des activités autres que la construction des infrastructures ;
* Etablir des moulins à coté de chaque CCP ; communiquer avec UNICEF et PAM pour voir si la micro-fortification est possible ;
* Supprimer les activités non-porteuses, faire une étude de marché et ne pas mettre en œuvre plus que 3 AGR par CCP ;
* La diversification des activités ; la spécialisation de chaque CCP en au maximum 3 AGR ;
* L’analyse approfondie de la filière de production jusqu'à la commercialisation des produits ;
* Renforcer les capacités managériales des responsables des CCP ainsi que renforcer les capacités de gestion de l’unité de production au sein des CCP ;
* Le Projet devra initier une étude économique du milieu ou sont implantés les CCP afin de découvrir les filières porteuses ;
* La démarche du PSAR étant une démarche participative, il est recommandé de faire participer a la prise de décision tous les partenaires qui développent des initiatives dans le milieu ;
* Organiser des points de vente pour les produits ou d’autres formes de soutien de commercialisation des femmes participantes ainsi que des foires pour faire découvrir aux populations les productions des CCP ;
* S’il faut construire des nouveaux CCP, l’endroit le plus approprié sera juste au milieu d’un village ou d’une ville ;
* Dans l’étude sur les filières porteuses, qui est planifiée pour Sud-Kivu, il faut aussi mettre l’accent sur la situation des femmes bénéficiaires du projet PSAR.

## 4.3 Dégagement de la plus-value de l’approche PSAR

La plus-value de l’approche PSAR consiste en ce qui suit :

* Les CCP construits peuvent servir aux membres de la communauté à long terme car ces infrastructures sont durables en tant que cadre et espace physique ; ils servent aussi comme pourvoyeur des services dans les domaines d’information, d’éducation et de communication sur divers thèmes.
* La combinaison entre les AGR et les activités d’information et sensibilisation est bien choisie. Le projet offre aux autres organisations la possibilité de participer à ses activités et aux bailleurs de financer une extension des activités, ce qui permettrait l’accroissement des de son impact.
* L’organisation des femmes dans les OP offre la possibilité d’améliorer les revenus des femmes et l’accès à leurs droits, toutefois, il ya nécessité de poursuivre les formations et un soutien continuel pendant une période plus longue afin de mieux faire maitriser aux bénéficiaires le concept des OP.
* A l’inverse de beaucoup d’autres organisations, le projet PSAR n’est pas développé pour le court terme. Même si la durée du projet évalué n’était que deux ans, le projet a été en phase pilote et servira comme base pour des projets futures. L’approche utilisée par le PNUD servira dans les années à venir et contribuera à un changement de comportement par rapport aux VSBG ainsi qu’à une réintégration des femmes de manière économique et psycho-sociale.
* En quelques cas, le PNUD a utilisé l’approche « bâtir sur l’existant » ; le projet a utilisé l’idée du CCP qui a été inventé il y a une vingtaine d’années, et a utilisé des CCP existants. A Uvira, le projet a travaillé avec des femmes qui étaient déjà formées par un projet de Women for Women.
* Par son approche participative, le projet PSAR a pu identifier les femmes les plus vulnérables et pauvres donc la cible recherchée.
* Le plan du projet a été développé suite à une lacune observée dans les autres projets de développement, notamment la réintégration socioéconomique ; le projet a clairement su combler cette lacune avec les activités, qui sont mises en œuvre.
* Le projet répond à une attente des femmes et des populations
* La confiance des femmes victimes des VBG est bien visible
* Les femmes sont de nouveau acceptées dans les familles et populations
* Les ONG du milieu voient leurs capacités renforcées car leurs services sont utilisés dans la mise en œuvre du projet.
* Il en est de même des certains services de l’Etat dont le personnel est utilisé dans le projet PSAR comme personne ressources.

# Chapitre 5 : Conclusions

## 5.1 Une stratégie pour mieux intégrer le genre dans le Programme Pauvreté au Kivu

En septembre 2000, lors du Sommet du Millénaire des Nations Unies, 189 gouvernements du monde se sont engagés à unir leurs efforts pour réduire la pauvreté mondiale de moitié à horizon 2015. La Déclaration du Millénaire énonçait plusieurs objectifs majeurs du développement s'inscrivant dans la droite ligne de ses valeurs fondamentales. En plus de la réduction de la pauvreté et de la faim, ces objectifs engageaient les États à promouvoir le développement humain, maintenir un environnement durable et mettre sur pied des partenariats pour le développement. En outre, ils établissaient explicitement l'égalité entre les genres comme une fin en soi : « Aucune personne, aucune nation ne doit être privée des bienfaits du développement. L'égalité des droits et des chances des femmes et des hommes doit être assurée. »

Dans le cadre de la consultation du Projet PSAR, il s’agira d’une approche globale visant à intégrer la dimension genre entièrement à toutes les politiques et à tous les plans et programmes de développement et de lutte contre la pauvreté dans la province.

Pour être porteuse, cette stratégie devra s'appuyer sur un partenariat social très large. Il faudra à cet effet consulter autant que possible les autres intervenants majeurs et agir en collaboration et synergie avec eux. Comme partenaires on pourrait incorporer la société civile et le secteur privé ainsi que les autres initiatives, ONG internationales, les organisations et agences des Nations Unies qui exécutent des projets dans la province. Ceux-ci devront tenir compte dans leur mise en œuvre de la réalisation de l'égalité et de l'équité entre les hommes et les femmes en tant que partenaires dans la recherche d’une justice sociale.

Notons que l'intégration des questions sexospécifiques comporte des volets techniques, mais elle touche aussi à la gestion et à l'encadrement ainsi qu'au politique, à l'économique et au socioculturel.

Il est reconnu que le fait que le niveau d'instruction est considéré comme une mesure incontournable de l'inégalité démontre l'importance croissante qui est accordée au « capital humain » dans les projets de développement. Toutefois, le capital peut aussi englober les ressources matérielles et financières ainsi que les relations et les réseaux sociaux. L'inégalité des genres dans l'accès au crédit, à la terre, aux salaires, aux biens d'équipement et aux réseaux professionnels et commerciaux joue peut-être dans la croissance économique de la province, et un rôle plus important que les inégalités dans l'instruction ou même, dans les droits officiellement reconnus.

Elaboration d’un plan provincial multisectoriel de la problématique genre

L’équipe des consultants recommande l’élaboration d’un plan provincial multisectoriel d’intégration de la problématique genre-pauvreté dans les projets et autres initiatives de développement menées dans la province. Du fait de son caractère participatif élargi, il constituera un cadre de concertation et de coordination entre les partenaires et acteurs provinciaux, de même qu’un mécanisme de planification et un outil de mobilisation des ressources autour de la réalisation de ses différents volets.

Cette stratégie comportera les éléments suivants :

* La planification stratégique et d’évaluation participative ;
* La mise en réseau des CCP et un partenariat entre tous les intervenants dans la province ;
* La recherche de points d’entrée et de synergie avec toutes les initiatives en cours ;
* Le renforcement de la capacité institutionnelle des CCP et des compétences, qui sous-tends la mise en œuvre de l’ensemble du projet.
* La recherche et l’identification des activités réellement porteuses qui peuvent jouer sur une autonomisation véritable des bénéficiaires du projet dans les CCP.

La mise en œuvre de cette stratégie articulée autour de l’élaboration et l’exécution du plan provincial se fera à travers un processus interactif déjà enclenché avec la première phase du projet PSAR en cours. Un atelier de faisabilité participative sera organisé lors de la formulation du prochain projet, qui inclut tous les ministères concernés. Cet atelier permettra d’identifier des portes d’entrée qui pourrait permettre l’intégration de la problématique genre-pauvreté dans toutes initiatives et projets réalisés au niveau de la province.

La démarche privilégiera la sensibilisation sur les sujets d’équité de genre ainsi que protection et prévention de VSBG, le renforcement de capacités continu et orienté sur un résultat précis.

Au cours de ce processus de planification participative, se construira de façon organique un réseau d’acteurs et parties prenantes à tous les niveaux d’intervention local et provincial et ce en adoptant le principe de valoriser les structures, processus et réseaux existants.

Les outils de formation développés par d’autres projets et ayant trait à l’intégration du genre seront utilisés pour démarrer et renforcer ce processus de planification participative. Ils ciblent le renforcement du savoir et des compétences sur le plan conceptuel, analytique, méthodologique et pratique, de la problématique genre-pauvreté. Un noyau de ressources humaines compétentes pour démarrer cette formation en cascade devra être créé dans le cadre de l’appui du projet. Le renforcement des capacités pour passer à des niveaux de compétences plus élevés se fera avec l’appui de ces partenaires au niveau provincial.

L’équipe des consultants recommande l’élaboration d’un plan provincial multisectoriel d’intégration de la problématique genre-pauvreté dans les projets et autres initiatives de développement menées dans la province. Du fait de son caractère participatif élargi, il constituera un cadre de concertation et de coordination entre les partenaires et acteurs provinciaux, de même qu’un mécanisme de planification et un outil de mobilisation des ressources autour de la réalisation de ses différents volets.

Ces stratégies doivent aboutir à un transfert de compétences et un renforcement des capacités provinciales aux différents niveaux d’interventions et dans tous les domaines concernés par l’action du projet. Ainsi, les résultats de ce projet seront notamment évaluer à la lumière de sa capacité à jouer un rôle de déclencheur, d’accompagnateur, de catalyseur auprès des acteurs et partenaires concernés afin d’assurer une appropriation effective de l’approche CCP et sa réplication ailleurs dans le pays selon les besoins.

Partenariat

La création d’une plateforme des CCP contribuera à appuyer le renforcement des capacités des bénéficiaires, gestionnaires et animateurs de ces centres. La mise en réseau au niveau provincial des projets intégrant la dimension genre et pauvreté est un élément important de la stratégie de renforcement de capacités, de formation continue, de partenariat et de partage d’expériences et de connaissances.

Ce réseau aura pour activités de faciliter :

* La formation et le renforcement des capacités des bénéficiaires, gestionnaires et animateurs dans les domaines porteurs ;
* Les conseils stratégiques ;
* Les échanges d’expériences autour des meilleures pratiques ;
* L’appui à la gestion des activités réalisées par les bénéficiaires ;
* Le suivi-évaluation ;
* Le partage des expériences ;
* La mobilisation de ressources
* Autres services à la demande.

L’approche

L’équipe propose une approche qui vise à améliorer l’environnement de la communauté, avec des bénéfices spécifiques pour a femme. Certaines actions concrètes à développer sont les suivantes :

* En matière de prévention et protection contre les violences sexuelles basées sur le genre
  + Le projet devra financer la mise en œuvre des activités d’accès à l’eau potable. Les points d’eau devront être rapprochés des habitations, ce qui permettra à la petite et jeune fille de ne pas se déplacer à des longues distances à la recherche de l’eau potable.
  + Il en est de même pour la mouture ; afin de gagner du temps de la jeune fille et la remettre sur le chemin de l’école, le projet devra financer des moulins à manioc, maïs et autres grains dans les villages ou sont installés les CCP. Ce moulin pourrait en même temps servir comme source de revenue pour le CCP et ainsi contribuer à la pérennité,
  + Dans ce même ordre d’idée, les activités de reboisement pourraient être financées dans les CCP afin que les populations reboisent leurs villages et ainsi rapprocher le bois de chauffe près des habitations ; la jeune fille sera épargnée de cette corvée et mettra son temps à profit pour l’école.
  + Toutes ces taches qui constituent aussi une corvée à la femme seront allégées afin de permettre à cette dernière de se donner aux autres activités de formation et de sensibilisation réalisées dans les CCP.
* En matière de mise en œuvre des activités génératrices de revenus
  + Lors d’une nouvelle phase d’un projet PSAR, il serait déjà aussi opportun d’engager une autre stratégie d’appui au développement rural centrée sur des actions multiformes intégrées dans des sous-espaces socio territoriaux cohérents Ceux –ci pourraient répondre à la nature des modes de fonctionnement des économies locales et des sociétés rurales des provinces du Sud et Nord Kivu marquées essentiellement par l’existence d’une diversité de stratégies adaptatives de diversification de leurs revenus monétaires. C’est dans l’interaction des actions agropastorales et des activités extra-agricoles, ainsi que dans le développement des activités de services de proximité pour et par le monde rural que le contenu d’un programme de développement local et participatif peut avoir une portée stratégique et des impacts plus visibles sur les dynamiques locales de développement. Et, à terme l’impact serait ressenti sur la réinsertion des populations frustrées au sein de leurs familles et des communautés respectives.
  + En partenariat avec les autres structures, le projet devra procéder à l’Identification des activités réellement porteuses avec toute la filière allant de la production à la vente afin de permettre à la femme de recevoir un revenu consistant et constant.
  + Une fois formés dans les CCP, le projet devra assister les bénéficiaires qui désirent devenir autonomes à acquérir par crédit, l’outil de production et s’établir à leur propre compte tout en les accompagnant durant les deux premières années de leur installation, jusqu’au remboursement total de crédit reçu.
  + Aider les bénéficiaires à diversifier les activités dans leur milieu. (Exemple, pas plus de 3 coutières dans un même village de 500 habitants ; tous les bénéficiaires ne doivent pas faire la même chose).
  + Eviter de financer les activités qui prennent beaucoup de temps dans leur réalisation. Par exemple, ne pas octroyer de crédit pour les activités de cultures pérennes ou vivrières de plus de 4 à 5 mois telle que le manioc, le mais ou l’arachide dont la production peut être rendue aléatoire avec le changement climatique. Il ya ici risque que les bénéficiaires ne soient pas à mesure de rembourser le crédit reçu. Ce qui s’accompagne des frustrations et seront de nouveau plus marginalisés par leur communauté.
  + Les cultures maraîchères qui sont généralement de courtes durée sont recommandées au crédit, en bonne saison toutefois, ces activités devront impérativement être suivies par des structures et / ou personnes compétentes identifiées par le projet.

Recommandations

Pour que la stratégie réussisse, l’équipe voudrait ajouter les recommandations suivantes :

* L’expérience du PSAR a mis clairement en lumière l’absence et ou la faiblesse de synergie entre les partenaires impliqués dans la mise en œuvre des activités du Projet, ce qui a nui à ce dernier.
* À l’avenir, il serait souhaitable de mettre en adéquation par ajustements progressifs, les mécanismes institutionnels afin d’assurer leur véritable coordination et synergie avec les structures existantes. Il serait également bon qu’un dispositif pérenne soit mis en place pour des revues techniques des composantes du projet, la tenue tous les deux ans d’une revue de projets et l’effectivité des comités de pilotage pour faciliter tout travail d’ajustements techniques et financiers du projet ainsi que la capitalisation de meilleures pratiques de développement.
* Une autre grande recommandation a trait à la consolidation des acquis du PSAR notamment par la :
  + valorisation des actions des CCP en renforçant les capacités d’organisation des populations dans la prise en charge de leurs infrastructures réalisées ;
  + consolidation des acquis de la recherche-développement dans le cadre d’une vision de développement ;
  + mise en place d’un système de suivi et évaluation plus efficace ;
  + capitalisation des outils et approches de l’expérience des CCP sous forme de référentiels et manuels techniques à l’usage du PSAR et d’autres Initiatives de développement.

## 5.2 Des actions futures DE maNière à intégrer concrètement la prévention de VBG dans l’action

Concernant la prévention, l’équipe recommande les actions concrètes suivantes :

* Il est absolument nécessaire d’impliquer d’autres groupes cibles, tel que les agents de police, les leaders de la communauté ainsi que les adolescents et les élèves. Les activités doivent être adaptées aux lacunes et besoins spécifiques de chaque groupe cible.
* Faire un plaidoyer, préférablement de manière conjointe avec des autres organisations au niveau provincial, mais aussi nationale. Ce plaidoyer aborderait entre autres la question relative a la violence, l’éducation accessible, l’impunité et la sécurité en général.
* Réaliser des activités de sensibilisation qui visent clairement le changement de comportement.
* Introduire des formations sur le règlement des conflits. Une telle formation sera aussi utile dans les cas ou les hommes empêchent à leurs femmes de participer aux activités des CCP
* Encourager les femmes à participer dans le processus de prises des décisions au niveau communautaire. Ceci permettrait aux femmes d’échanger sur leurs expériences par rapport aux VSBG.
* Mener des études sur les profiles de VSBG au Kivu, et établir les liens entre les VSBG et l’économie.
* Les violences sont souvent commises dans les situations ou les hommes ou les garçons n’ont rien à faire. Organiser des activités qui peuvent occuper les hommes et leur procurer un revenu pour les détourner des VBSG. Par exemple financer des champs collectifs pour les hommes,

## 5.3 Des moyens pour impliquer les hommes dans la lutte contre VBG et pour l’égalité des sexes

Justification pour l’implication des hommes

Le concept du genre se réfère aussi bien aux femmes qu’aux hommes, aux relations entre les hommes et les femmes et au contexte culturel qui forme les relations entre hommes et femmes. Il ne suffit donc pas seulement cibler les femmes, mais il faut mettre l’accent sur les besoins qui sont spécifiques aussi bien aux hommes qu’aux femmes. La pauvreté et le manque de revenus provoquent chez l’homme des conséquences psycho-sociale qui se traduit par la perte de leadership et de l’autorité, étant habituellement le pourvoyeur des ressources financières de la famille. Chez la femme par contre, cette même situation crée des souffrances physiques car c’est elle qui devra travailler plus et pourvoir aux besoins de la famille. Il faut donc en tenir compte et impliquer aussi bien l’homme que la femme en complémentarité afin de consolider les actions du PSAR. Si on met l’accent seulement sur les femmes, elles seront marginalisées davantage. En outre, si on se focalise exclusivement sur les femmes, il y a risque de perdre l’appui que l’on obtenir de la part des hommes.

La mission a été informée des cas des hommes victimes des violences sexuelles. Le PSAR ou d’autres projet ayant en charge le genre devront aussi intégrer ces cas dans leurs activités de sensibilisation, d’information aux cotés des femmes.

L’équipe a rencontré des responsables du MGEFAE responsables de la Maison de la Femme à Goma qui comme le CCP devrait animer des activités en faveur des femmes. La maison de la femme de Goma, construite par le FNUAP, se diffère du CCP du fait que ce dernier, CCP est appelé a inclure aussi les hommes dans ses activités. Tandis que la maison de la femme s’adresse exclusivement aux femmes. La maison de la femme de Goma ne fonctionne pratiquement pas par manque de moyens financiers et autres ressources humaines.

Recommandations

* Pour prendre en considération les besoins des jeunes et hommes, on pourrait :
  + Informer les hommes des bénéfices qu’ils tireront des activités des femmes ;
  + Sensibiliser les hommes à prendre conscience de VSBG ;
  + Impliquer les hommes comme agents de changement au sein des communautés ;
  + Encourager les parents à envoyer leurs enfants à l’école et assurer leur sécurité sur le chemin de l’école ;
  + Utiliser aussi les écoles pour sensibiliser les enfants sur les VSBG ;
  + Conscientiser les hommes à travailler ensemble avec les femmes ;
  + Développer une approche familiale ;
* Elargir la gamme des services (y inclus médical et juridique) ainsi que les groupes cibles (hommes et enfants de plusieurs âges) ;
* Impliquer le mari et les enfants, quand une femme victime reçoit un soutien psycho-social, parce qu’ils souffrent aussi d’un traumatisme ;
* Bien que l’accent soit mis sur les femmes, il est souhaitable de favoriser aussi l’implication des hommes dans la mise en œuvre des AGR. Les AGR offertes aux hommes pourraient être en même temps combinées avec sensibilisation en matière de genre et VSBG ;
* Discuter avec les hommes en tant que responsables du bien-être de leurs enfants ;
* Le projet devrait encourager et faciliter l’accès à l’école en collaborant avec l’UNICEF ou d’autres organisations ;
* Développer un plan de famille, par exemple dans la gestion du microcrédit. Le développement de ce plan favoriserait une planification des dépenses selon les priorités de la famille à longe terme.

## 5.4 Plan de révitalisation des CCP

Les CCP comme espace physique et publique ainsi que centres d’information et de formation sont en principe viables. Afin d’accroitre les possibilités et contribuer à la pérennité et l’utilité dans la communauté en générale et les femmes victimes en particulier, il faut observer les priorités suivantes qui découlent des rapports :

* La location des CCP : Il faut construire les CCP au milieu d’une ville ou d’un village. Il faut savoir que la province du Nord Kivu posent beaucoup de problèmes d’insécurité, l’éloignement des CCP est donc un handicap pour les femmes. Si le CCP est placée au centre du village, il est aussi plus probable que les membres du communauté y viendront pour participer aux activités et viendront acheter des produits des femmes participantes.
* Le gouvernement : les parties prenantes d’origine gouvernementale ont besoin de plus de soutien et de formation pour arriver à l’appropriation. Il y a deux priorités : comme le MGEFAE est très faible, ils ont besoin de plus de ressources et de formation sur plusieurs sujets. D’autre part, impliquer seulement le MGEFAE ne suffit pas ; comme les activités du projet PSAR couvrent beaucoup plusieurs domaines, il est souhaitable d’impliquer aussi les autres Ministères et Divisons ce qui contribuera à une meilleure qualité dans la mise en œuvre.
* Comme il y a beaucoup d’organisations qui mettent en œuvre des projets par rapport au genre et aux VSBG, il serait utile d’analyser les organisations et leurs programmes, pour chercher des possibilités de coopération.
* Dans la plupart des cas, la capacité des partenaires ONG, responsables des activités au niveau des CCP, est encore faible. Il faut identifier des partenaires plus outillés qui ont de l’expérience dans l’exécution des projets (préférablement dans le domaine du genre et VSBG) et dans le renforcement des partenaires locaux.
* Il faut encourager d’autres organisations, actives dans la communauté, ainsi que les services étatiques et autres, à utiliser les structures des CCP. Ceci élargira la gamme des services en faveur des femmes bénéficiaires, et le CCP pourrait générer un peu plus d’argent pour assurer sa pérennité.
* La gestion des CCP est encore faible et il y a un risque, que quelques CCP ne continueront plus après la clôture du projet PSAR. Dans les derniers mois du projet, il faut aussi se concentrer sur la gestion, trouver des manières de générer des revenus pour assurer les salaires des présidents et autres couts de maintien des infrastructures CCP Il faut aussi discuter avec les femmes participantes sur les voies a suivre pour attirer des nouvelles participantes d’une manière a faire profiter a un plus grand nombre les bienfaits des CCP .

## 5.5 Un schema d’articulation

L’analyse approfondie des leçons apprises dans la mise en œuvre du PSAR impose un schéma qui sera construit sur les principes ci après :

* **Une approche décentralisée** ; Ceci tient compte des contextes de chaque province qui sont différents l’une et l’autre.
* **Une approche holistique (intégrée)** : ceci facilitera la prise en compte des contraintes au développement du milieu concerné, à savoir : l’inaccessibilité, l’accès insuffisant aux services sociaux de base, qui empêchent les populations surtout les femmes à prendre part aux actions de développement.
* **Une synergie entre partenaires au développement** : Compte tenu des besoins énormes des populations et en vue de pérenniser les actions, il est impérieux d’établir un partenariat avec les autres acteurs de développement œuvrant dans le milieu. Ces derniers sont : les agences des Nations Unies, les autres projets du PNUD, Les structures étatiques qui font de l’accompagnement des populations, les ONG internationales, et les populations elles mêmes.
* **Une complémentarité entre acteurs** ; ceci permettra de mieux utiliser les fonds et d’éviter la duplicité et ou la concurrence entre les acteurs.
* **Une participation et responsabilisation des populations** : la responsabilisation des populations permettra une participation plus active de ces dernières et un renforcement plus accru de leur pouvoir de décision .Elle permettra aussi une cohésion sociale et favorisera l’équité et la prise en compte du genre.
* **Une durabilité des actions**
* **Une communication** : en vue d’assurer la visibilité des activités, le PSAR doit renforcer la communication. les informations sur les réalisations doivent être communiquées entre les CCP d’abord, avec les autres projets du PNUD et avec les autres acteurs.
* **Renforcement des capacités en planification, en coordination et en suivi et évaluation au niveau de la province et au niveau local.** Ceci aura pour résultat de créer un cadre propice de dialogue et une prise en compte des besoins des populations. Il s’agira de renforcer les capacités des partenaires étatiques en charge des stratégies, de planification et de coordination au niveau de la province. Le Renforcement des capacités s’adressera aussi aux ONG locales qui accompagnent les populations au quotidien. Cette action permettra au PSAR de mobiliser des fonds auprès des autres intervenants dans la lutte contre la pauvreté.

# ANNEXE 1 Termes de Reference

|  |
| --- |
| **I. Position Information** |
| **Titre du Poste** : Consultants pour l’Etude sur le Genre au Nord et Sud Kivu  **Type de Contrat** : Individual Contract (IC), un consultant international et un consultant national  **Durée du contrat**: 6 semaines  **Date de démarrage** : ASAP  **Localisation**: Bukavu/Goma, avec déplacements dans les territoires du Nord et du Sud-Kivu  **Date de clôture** : ASAP |

|  |
| --- |
| **II. Contexte et justification de l’étude** |
| Conformément à son mandat, le PNUD collabore avec le gouvernement de la RDC et les communautés locales afin de promouvoir l’autonomisation des femmes et l’égalité des sexes.  Dans le Nord-est de la RDC, les interventions appuyées par le PNUD en matière de relèvement communautaire en général et de réintégration socio-économique des personnes victimes de violences sexuelles et basées sur le genre en particulier, sont alignées sur le Plan de Stabilisation et de Reconstruction des zones sortant des conflits à l’Est de la RD Congo (STAREC) du gouvernement.  Pour contribuer à la réponse dans la lutte contre les violences basées sur le genre, le PNUD a développé le projet de « Sécurité, Autonomisation et réintégration socioéconomique des femmes victimes des violences basées sur le genre » (PSAR), ou «Kuinua wanawake pamoja na jamii» qui s’inscrit dans la stratégie nationale de lutte contre les violences sexuelles et s’exécute dans le cadre du Programme de Lutte Contre la Pauvreté du PNUD. Il est mis en œuvre en synergie avec le Programme Gouvernance, notamment avec le projet «Accès à la Justice», qui vise la protection juridique et judiciaire des personnes victimes de violences sexuelles dans le Nord et Sud Kivu.  Trois objectifs sont poursuivis par le PSAR, à savoir :   * Améliorer le statut économique des femmes et leur assurer un meilleur accès aux moyens d’existence ; * Appuyer la réintégration sociale des victimes des violences sexuelles et leur acceptation dans les communautés ; * Améliorer la gouvernance locale par le renforcement des systèmes de prévention, de protection ainsi que l’augmentation de la prise en charge des victimes.   D’une durée de deux ans, le projet intervient, depuis juillet 2010, dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu et cible de manière générale près de 135.000 hommes et femmes retournés et/ou vulnérables parmi lesquelles 1.705 ont déjà bénéficié directement des services offerts.  Au cours de la première année du projet, l’accent a été mis sur l’autonomisation des femmes et des filles au niveau économique par un meilleur accès aux moyens de subsistance et sources de revenu ; l’intégration au sein de leur famille et de leur communauté  devant faciliter le développement d’aptitudes à établir des relations de solidarité, d’entraide, de respect et d’acceptation mutuelle. Les autorités locales ont été appuyées dans leurs rôles et responsabilités en matière d’intervention auprès des victimes des VSBG, tant aux niveaux local, territorial que provincial.  Dans cette phase, le projet PSAR a développé une stratégie basée le concept de *« Centre Communautaire Polyvalent* » (CCP), un espace physique construit et composé de bâtiments destinés à multiples services dans le but d’améliorer le statut économique des femmes vulnérables à travers l’accès aux moyens de subsistance, la réintégration sociale, l’acceptation dans la communauté et l’amélioration de la gouvernance locale. Ainsi diverses activités y sont développées soit comme des réponses concrètes et directes liées à :   * l’information, éducation et communication sur différents thèmes ; * l’organisation des bénéficiaires par filière économique durable et leur articulation avec les institutions de micro finance ; * la formation et l’apprentissage des métiers ; * les activités sociocommunautaires, socio-éducatives et de loisirs * des activités de référence faisant intervenir d’autres structures (assistance médicale, juridique et judiciaire).   Jusqu’à présent, douze CCP ont été créés dans le Nord et Sud Kivu (six par province), sous le financement du projet PSAR et d’autres projets exécutés par le PNUD, notamment dans le cadre des projets conjoints avec la FAO et l’UNICEF. Sur les 12 CCP, 8 sont déjà fonctionnels et les 4 autres sont en phase finale de construction et d’équipement.  A mi-parcours de la mise en œuvre du PSAR, deux opportunités ont été mises à profit pour faire le point sur ce projet et sur l’approche CCP.  D’abord au cours de l’atelier de réflexion sur l’ancrage institutionnel des CCP, organisé à Bukavu du 21 au 22 juillet 201, qui a permis une harmonisation des concepts entre le Nord et le Sud Kivu, l’adoption des principes de base liés à la tutelle étatique, ainsi que les modalités de gestion des CCP. Cet atelier a confirmé le Ministère du Genre, Famille et Enfants comme service de tutelle des CCP tout en insistant sur l’autonomie de gestion, l’implication de la communauté, le caractère multidimensionnel et la nécessité d’autofinancement des CCP. Les CCP sont rattachés au programme « Femme et Développement » du Ministère qui leur donne un cadre juridique  Ensuite, lors de la tenue à Kinshasa, les 5 et 6 août 2011, de la Revue annuelle du «Programme Lutte contre la Pauvreté», au cours de laquelle les résultats ont été examinés en termes d’impulsion de transformation (changement dans la façon de faire, dans la vie des populations, etc.) dans les zones d’intervention et en termes de pertinence des stratégies développées pour la mise en œuvre des différents projets du Programme, y compris le PSAR. En vue d’assurer une adéquation entre les orientations, la mission, les stratégies et les ressources disponibles du Programme Pauvreté, ses axes stratégiques ont été redéfinis et il en a découlé le recentrage des interventions sur deux volets, celui de la ‘Revitalisation des Economies’  et celui de la ‘Gouvernance Communautaire et Consolidation de la Paix’.  En ce qui concerne le domaine du genre et plus spécifiquement celui de la lutte contre les VBG, il a été conclu que, l’approche consistant à focaliser les efforts sur l’aménagement des infrastructures et l’appui à quelques AGR devait être réexaminée, en perspective d’une démarche plus stratégique et plus innovante, et que des pistes devaient être explorées pour la viabilité à long terme des activités des CCP, la dynamisation de la prévention et l’intégration des initiatives ‘genre’ avec d’autres projets (Accès à la Justice, Microfinance, Bio-Economie Intégrée,…).  Ce processus passe par l’analyse diagnostique des approches et des résultats, l’identification des différentes alternatives stratégiques et la formulation d’un plan d’action adapté. Prises ensemble, ces tâches nécessitent de faire recours à une expertise externe, sous forme de services de consultants. |

|  |
| --- |
| **III. Objectif de l’étude** |
| ***Objectif global***  Examiner la cohérence entre les objectifs du PSAR, les approches développées, les résultats obtenus ; sur base des conclusions, proposer un schéma d’articulation et liens fonctionnels entre ce projet et les autres initiatives de développement en cours dans la région, ainsi qu’une stratégie d’intégration du genre dans les interventions du Programme Pauvreté au Nord et au Sud-Kivu.  ***Objectifs spécifiques***   1. Evaluer les résultats obtenus et les tendances en termes de viabilité à long terme, d’effets et d’impact des CCP sur les communautés ciblées. 2. Formuler des recommandations au PNUD pour des actions futures en matière de réintégration socio-économique des victimes de violences basées sur le genre, qui respectent l’approche genre et qui s’inscrivent dans la logique du relèvement communautaire. 3. Proposer des actions concrètes permettant d’intégrer effectivement la question de la prévention des VBG, avec une clarification sur le rôle que les hommes devraient jouer dans ce domaine. 4. Proposer un schéma d’articulation et de consolidation de liens entre, d’une part les interventions du PSAR et, d’autre part les initiatives des projets PNUD en cours d’exécution ou en préparation dans la région. 5. Analyser les interventions en matière de genre en cours dans le Nord et le Sud-Kivu, dégager la plus-value de l’approche développée par le PNUD et, sur cette base, formuler une stratégie concrète pour l’intégration du genre dans les interventions du Programme Lutte contre la Pauvreté. |

|  |
| --- |
| **IV. Fonctions / tâches assignées aux consultant (e) s** |
| 1. Le consultant travaillera sous l’autorité générale du Team Leader de l’Unité d’ l’Unité Lutte contre la Pauvreté et sous la supervision directe du Conseiller en Relèvement et Développement Communautaire. Il travaillera en collaboration étroite avec les coordonnateurs du programme Pauvreté du PNUD au Nord et Sud Kivu et avec les experts nationaux en SGBV et genre du Programme Pauvreté à Goma et à Bukavu. 2. De manière générale, le consultant devra procéder à une analyse critique des résultats du PSAR, de l’approche des CCP adoptée par le projet et des actions d’appui aux autorités locales initiées comme réponse aux problèmes de réintégration socio-économique des victimes des VSBG. 3. De manière spécifique, les tâches du consultant seront les suivantes : 4. Analyse des résultats atteints par le PSAR et par l’approche ‘CCP’ et, identification des tendances et des effets en matière lutte contre la pauvreté sur les cibles et au niveau communautaire ; 5. Analyse de la viabilité et la durabilité des résultats enregistrés à ce jour (cadre institutionnel, viabilité économique et financière des filières, dispositif de gestion des CCP, viabilité sociale et liens entre les CCP et la communauté, stratégie de sortie et d’autonomisation des bénéficiaires après leur passage dans les CCP et leur degré de réintégration socioéconomique dans le milieu); 6. Analyse des actions engagées et/ou planifiées par les partenaires gouvernementaux en vue de l’appropriation des CCP (mécanismes de coordination, plans participatifs de lutte contre les VSBG, dispositifs d’appui à la réintégration et système de suivi évaluation) ; 7. Proposition d’actions concrètes permettant d’intégrer effectivement la question de la prévention des VBG, avec des indications sur le rôle dévolu aux hommes dans le processus de prévention ; 8. Proposition d’un schéma d’articulation et de consolidation de liens entre les interventions du PSAR et les initiatives des projets déjà mis en œuvre ou en cours de démarrage dans la région. 9. Analyse des actions de luette contre VSBG menées par tous les acteurs, identification de la plus value du PNUD et élaboration d’une stratégie pour l’intégration du genre dans les interventions du Programme Lutte contre la Pauvreté. |

|  |
| --- |
| **V. Résultats attendus de l’étude** |
| 1. Un rapport d’analyse des résultats du PSAR au regard de ses objectifs, des approches développées et des ressources déployées. 2. Un plan de revitalisation et d’autonomisation économique des CCP, ainsi que les mesures de son opérationnalisation. 3. Une stratégie d’amélioration des performances du PSAR en matière de prévention/protection et de réintégration socio-économique des victimes des VBG. 4. Un schéma d’articulation et de consolidation de liens entre les interventions du PSAR et les initiatives d’autres projets. 5. Une stratégie d’intégration du genre dans les interventions du Programme Lutte contre la Pauvreté. |

|  |
| --- |
| **VI. Méthodologie de l’étude** |
| L’étude sera réalisée par deux consultants dont un consultant international, chef de mission, secondé par un consultant national.  Au plan méthodologique, avant toute intervention, les prestataires devront proposer à la Composante Relèvement Communautaire, pour avis, une méthodologie détaillée y compris les techniques et outils de travail, élaborés de manière concertée.  Pendant toute la durée de l’étude, l’équipe des consultants pourra bénéficier de l’appui et de l’assistance du Programme Pauvreté dans le Nord et le Sud-Kivu.  La méthodologie qui sera utilisée, se basera sur une approche participative. L’approche méthodologique à suivre inclura notamment :   * Documentation : La consultation de l’ensemble des documents produits dans le cadre de la conduite des activités du projet (document de projet, les rapports annuels, les rapports de mission, etc.) ; * Visites sur le terrain : rencontre avec l’équipe du projet du PNUD au Nord et au Sud Kivu, les autorités locales impliquées dans la mise en œuvre du projet, les partenaires et les bénéficiaires ; * Consultation de toutes autres personnes ressources que la mission jugera nécessaire. |

|  |
| --- |
| **VII. Rapports** |
| Le rapport provisoire de la mission sera partagé avec la coordination de la composante ainsi que les autres parties prenantes pour commentaires 5 jours après la fin de la visite de terrain au Nord et Sud-Kivu. Les commentaires des parties prenantes au projet seront transmis au consultant dans les 5 jours suivant la remise du rapport provisoire. Le rapport final intégrant les commentaires devra être transmis sous version papier et version électronique au plus tard quinze (10) jours après la fin du contrat. |

|  |
| --- |
| **VIII. Durée et localisation** |
| La mission de l’étude s’étendra sur une durée maximale de 45 jours calendrier y compris la phase préparatoire, la phase des visites de terrain et celle du rapportage et restitution.  La mission couvrira les zones d’intervention du projet, spécifiquement les territoires desservis par le projet PSAR dans le Nord Kivu et le Sud-Kivu. |

|  |  |
| --- | --- |
| **IX. Recrutement Qualifications** | |
| Education : | * Etre titulaire d’un diplôme universitaire de licence ou maitrise en économie du développement, sciences sociales, sociologie du développement, en audit institutionnel ou dans tout autre domaine pertinent, * Avoir une connaissance complémentaire ou expérience dans le domaine du genre en zone post-conflit |
| Expérience : | * Justifier d’au moins 5 ans d’expérience dans l’appui à la réintégration socio-économique des victimes de violences basées sur le genre (mise en œuvre et/ou analyse des stratégies) * Justifier d’une expérience confirmée dans la réalisation de missions similaires. Une bonne connaissance du contexte socioculturel et économique de Nord et Sud-Kivu constitue un atout. |
| Connaissances linguistiques : | * Maîtrise indispensable de la langue française tant à l’écrit qu’à l’oral * La connaissance du Swahili parlé est importante. * La connaissance d'autres langues régionales serait un avantage. * Posséder d’excellentes capacités rédactionnelles en français. |

|  |
| --- |
| **X. Modalités de paiement** |
| Principe : Le paiement se fait en tranches sur base des produits |
| Tranche 1 : DSA de la mission, frais de transport pour la mission et 20% des honoraires |
| Tranche 2 : 30% des honoraires à la livraison des Produits 1 & 2 |
| Tranche 3 : 30% des honoraires à la livraison des Produits 3 & 4 |
| Tranche 4 : 20% des honoraires à la livraison du Produit 5 |

# ANNEXE 2 Questionnaire pour les partenaires du gouvernement

**Mise en œuvre et progrès du projet**

1. Quels sont vos idées sur l’approche du projet et les résultats atteintes en général ?
2. Quel a été votre rôle dans la mise en œuvre du projet et dans le suivi ?
3. Pouvez-vous donner des détails sur l’ancrage entre votre service et le projet ?
4. Quels ont été, selon vous, les contraintes  majeures ?
5. Quelles ont été les leçons apprises ?

**Pérennité**

1. Pouvez-vous suggérer des améliorations immédiates ?
2. Comment voyez-vous la pérennité du projet ?
3. Quelles activités prendront place et quels résultats seront atteints après la date finale du projet ?
4. Que peut-on faire pour renforcer la pérennité ?

**Partenariat avec autres**

1. Quels sont les autres initiatives au Nord et Sud Kivu en matière de genre, autonomisation, droits de femme, VBG et développement socio-économique ?
2. Quel est votre valeur ajoutée dans le projet PSAR ? Est-ce que vous réalisez des activités que les autres partenaires ne font pas ?
3. Quels autres partenaires, qui réalisent des activités similaires, voulez-vous intégrer dans l’action future ?

**Questions sur le contenu de la programmation**

1. Comment envisagez-vous impliquer les hommes dans la question du genre et promouvoir l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes ?

# ANNEXE 3 Questionnaire pour les membres du personnel PNUD

**Mise en œuvre et progrès du projet**

1. Quel sont vos idées sur l’approche du projet et les résultats atteintes en général ?
2. Quel a été votre rôle dans la mise en œuvre du projet et dans le suivi ?
3. Quel est le progrès du projet comparé à sa planification ?
4. Quels ont été, selon vous, les contraintes majeures ?
5. Quelles ont été les leçons apprises ?
6. Est-ce que vous pouvez expliquer le système suivi et évaluation ? Est-il participatif ?
7. Combien de femmes ont été ciblées comme participantes directes depuis le début de 2010 ? Combien ont été atteintes ?

**Pérennité**

1. Pouvez-vous suggérer des améliorations immédiates ?
2. Comment voyez-vous la pérennité du projet ?
3. Quelles activités prendront place et quels résultats seront atteints après la date finale du projet ?
4. Que peut-on faire pour renforcer la pérennité ?

**Partenariat avec autres**

1. Quels sont les autres initiatives au Nord et Sud Kivu en matière de genre, autonomisation, droits de femme, VBG et développement socio-économique ?
2. Quels autres partenaires, qui réalisent des activités similaires, voulez-vous intégrer dans l’action future ?

**Questions sur le contenu de la programmation**

1. Comment envisagez-vous impliquer les hommes dans la question du genre et promouvoir l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes ?
2. Comment est-ce vous voyez le rôle du gouvernement ? Ce rôle, restera-t-il pareil dans les prochaines années ?
3. Commentez sur les Activités Génératrice de Revenues (AGR) qui sont maintenant mises en œuvre. Commentez sur les Activités Génératrice de Revenus (AGR) qui sont maintenant mises en œuvre. Y-a-t-il une demande des produits ? Quelles sont les filières porteuses ? a-t-on mené des études sur la viabilité des AGR ?
4. Est-ce que vous avez des suggestions ou idées concernant des AGR nouvelles ou innovatrices ?
5. Les femmes sont elles capables de s’organiser en réseau ou créer une société coopérative ? Est-ce que le projet PSAR pourrait t il soutenir le développement ?
6. Quel le est la valeur ajoutée du projet PSAR e dans la lutte contre le VBG et l’égalité des sexes ?

# ANNEXE 4 Questionnaire sur le niveau CCP

**Mise en œuvre et progrès du projet**

1. Qui sont responsables de la gestion du CCP ?
2. Quelles activités sont mises en œuvre sous le projet PSAR ?
3. Quelles sont les autres activités ?
4. Pouvez-vous expliquer le processus de sélection ?
5. Combien de bénéficiaires indirectes ont été atteints selon votre estimation ?

**Pérennité**

1. Quelle est la durée de participation de chaque femme bénéficiaire dans le projet ?
2. Apres leur départ, est-ce que le projet les soutient encore, si nécessaire ? Si oui, comment ?
3. Quel sera l’impact du projet sur les femmes à long-terme ?
4. Qu’est-ce qu’on peut faire pour améliorer l’importance et la durée de cet impact ?

**Partenariat avec autres**

1. Est-ce que la collaboration est déjà établie avec des autres projets comme PASMIF et Accès à la Justice?
2. Comment peut-on renforcer la collaboration avec les autres projets du PNUD ?
3. Comment peut-on renforcer la collaboration avec les autres partenaires ?
4. Combien de femmes ont été ciblées comme participantes directes depuis le début de 2010 ? Combien ont été atteintes ?

**Questions sur le contenu de la programmation**

1. Commentez sur les Activités Génératrice de Revenus (AGR) qui sont maintenant mises en œuvre. Y-a-t-il une demande des produits ? Quelles sont les filières porteuses ?
2. Est-ce qu’on a fait des études sur la viabilité des AGR ?
3. Est-ce que vous avez des suggestions ou idées concernant des AGR nouvelles ou innovatrices ?
4. Les femmes sont elles capables de s’organiser en réseau ou créer une société coopérative ? Est-ce que le projet PSAR pourrait t il soutenir le développement
5. Est-ce que le projet PSAR pourrait il soutenir le développement ?
6. Est-ce que les fonds pour financier les activités génératrices de revenues sont ils suffisants ?
7. Les femmes ont-elles accès au microcrédit ?
8. Les femmes ont-elles accès à la justice ?

# ANNEXE 5 Questionnaire pour les femmes bénéficiaires

**Situation personnelle**

1. Voudriez-vous nous donner des détails sur le viol (location, par qui, quand, qui a vous aidé) ?
2. Quelle a été l’attitude des membres de la famille, celle des agents de l’Etat, des autres ?
3. Combien d’enfants avez-vous ? Etes-vous mariée ?
4. Qui prend la charge de vos enfants maintenant ?
5. Qui décide de l’utilisation de votre revenue ?
6. Qu’est-ce qui a changé dans votre vie à cause de votre participation dans le projet PSAR ?

**Mise en œuvre et progrès du projet**

1. Comment avez-vous été identifiée comme participante dans le projet PSAR ?
2. Connaissez-vous d’autres femmes violées ? Est-ce qu’elles sont aussi identifiées par le projet PSAR ? Si non, pourquoi pas ?
3. Quelles activités avez-vous faites avant d’entrer dans le projet et combien d’argent avez-vous gagné ?
4. Qu’est-ce que vous faites maintenant et quelles sont vos revenus ?
5. Est-vous capable de vivre d’une manière satisfaisante avec ce revenu ?
6. Est-ce que vous avez des enfants ? Vos enfants ont quel âge ? Est-ce qu’ils vont à l’école ?
7. Combien de temps est-ce vous avez été participante au projet PSAR ? Quand est-ce-que la participation va terminer ?

**Pérennité**

1. Serez-vous capable de continuer vos activités après la fermeture du projet PSAR ?
2. Est-ce que vous pensez que le CCP et ses activités subsisteront ils même après le départ du projet PSAR ? Sinon que pensez vous que l’on devait faire pour assurer sa viabilité après la fin du projet ?
3. De quel appui auriez-vous besoin après la fermeture du projet ?
4. Voudriez-vous participer dans une organisation coopérative ? Si oui, pourquoi ?
5. Quelles suggestions ou recommandations pouvez-vous faire à l’endroit des autorités politiques, des experts du PSAR, des animateurs du CCP  ou des ONGS ?

**Partenariat avec autres**

1. Utilisez-vous microcrédit ? Si non, en avez-vous besoin ?
2. Est-ce que vous avez besoin de protection juridique ? Si oui, sous quelle forme ?
3. Est-ce que vous avez besoin d’information sur le plan juridique ?
4. Croyez vous, que vous auriez encore besoin d’appui après cette date ?

**Questions sur le contenu de la programmation**

1. Commentez sur le choix des AGR. Est-ce que vous avez des autres suggestions ?
2. Comment envisagez-vous impliquer les hommes pour aider vous dans votre situation.

# ANNEXE 6 Questionnaire pour des autres organisations

**Mise en œuvre des projets**

1. Qu’est ce que vous faites sur le terrain dans le domaine de la lutte contre le VBG et pour l’égalité des sexes et depuis quand?
2. Quels sont vos contraintes les plus importantes ?
3. Quels sont les leçons apprises ?
4. Combien de bénéficiaires avez-vous atteints au Kivu en 2010/2011 ? Et combien de femmes ?

**Partenariat avec autres**

1. Est-ce que vous collaborez déjà avec le PNUD en matière de genre ? Si non, voyez-vous des possibilités pour commencer la collaboration ? Si oui, est-ce qu’il y a de l’espace pour une amélioration ?
2. Est-ce que vous collaborez avec d’autres organisations ? les quelles ?

**Questions sur le contenu de la programmation**

1. Comment envisagez-vous impliquer les hommes dans la question du genre et promouvoir l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes ?
2. Comment est-ce vous voyez le rôle du gouvernement ? Ce rôle, restera-t-il inchangé dans les prochaines années ?

# ANNEXE 7 Documentation et rapports utilisés

Littérature

* Baaz, M.E.; Stern, M. The complexity of violence: A critical analysis of sexual violence in the Democratic Republic of Congo. Sida May 2010
* Barker, G et al. What men have to do with it. Public policies to promote gender equality. International Center for Research on Women and Instituto Promundo
* Custers, R. Het STAREC plan van de Congolese regering: een voorlopige analyse. Augustus 2009
* Dolan, C. War is not yet over: Community perceptions of sexual violence and its underpinnings in eastern DRC. November 2010
* Human Rights Watch, “Country Summary: Democratic Republic of Congo,” Human Rights Watch, (January 2011)
* Kelly, J ; Rooyen, M van; Kabanga, J; Maclin, B; Mullen, C. Hope for the future again. Tracing the effects of sexual violence on families and communities in eastern Democratic Republic of the Congo. April 2011
* Kirsten, J et al. “Association of Sexual Violence and Human Rights Violations With Physical and Mental Health in Ter­ritories of the Eastern Democratic Republic of Congo,” JAMA. 304, no. 5.
* Lawry, L. Association Of Sexual Violence And Human Rights Violation With Health and Mental Health In Territories Of The Eastern Democratic Republic Of Congo
* Smitz, R; Cruz, S. CRU Policy Brief: Increasing Security in DR Congo: Gender Responsive Strategies for Combating Sexual Violence. Clingendael Conflict Research Unit, June 2011
* Stop Rape Now, UN action against sexual violence. Analytical and conceptual framing of conflict-related sexual violence
* UNDP. The Real Wealth of Nations: Pathways to Human Development: Human Development Report 2010
* United Nations, Security Council, 6539th meeting, 18 May 2011
* United Nations: Comprehensive Strategy on Combating Sexual Violence in DRC

Rapports du PNUD

* UNDP Document du Projet de Sécurité, Autonomisation, et Réintégration socio-économique des Femmes du Nord et du Sud Kivu - (PSAR), 2009
* UNDP Rapport Narratif du Projet PSAR juillet à septembre 2011 Nord et Sud Kivu
* UNDP Rapport de progrès du « Projet de sécurité, autonomisation et réintégration socio-économique des femmes au Nord et Sud-Kivu »(PSAR) Novembre 2011
* UNDP Etude des Filières a Fort Potentiel d’Emplois pour les Jeunes
* UNDP Rapport de l’Atelier de Validation de la Note Méthodologique pour la Mise en Œuvre en place des Centres Communautaires Polyvalentes (CCP), novembre 2011
* UNDP Rapport de l’Atelier sur l’Appropriation Communautaire et l’Ancrage Institutionnel des Centres Communautaires Polyvalents ou CCP en sigle juillet 2011
* UNDP Rapport Autonomisation et Réintégration Socioéconomique des Femmes en Situation Post-conflit à Travers les Centres Communautaires Polyvalents CCP juillet 2011
* UNDP : Evaluation des effets du programme du PNUD en RDC 2008-2012
* PNUD : Note sur la complémentarité PSAR-Accès à la Justice

# ANNEXE 8 Liste des personnes rencontrées

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Anne Marie Nabintu | UNDP | Expert nationale VBG et genre | 18-nov-11 |
| Jos de Beus | UNDP | Conseiller relèvement | 18-nov-11 |
| Cyprien Maheshe | UNDP | Expert suivi & évaluation, Sud-Kivu | 18-nov-11 |
| Jean-Claude Cigwerhe | UNDP | Expert National Programme Sud-Kivu | 18-nov-11 |
| Michel Dubois | UNDP | Coordinateur Programme de Pauvreté Nord-Kivu (sortant) | 18-nov-11 |
| Adèle Libam | UNDP | Coordinatrice Programme de Pauvreté | 18-nov-11 |
| Jonas Mfouatie | UNDP | Chef de Mission | 21-nov-11 |
| Bahati Bizibu | UEFA | Supérieur projet VBG | 21-nov-11 |
| Dieudonné Mulindwa | UEFA | Supérieur UEFA | 21-nov-11 |
| Magny Binurt | UEFA | Secrétaire UEFA | 21-nov-11 |
| Valérie Wasso | Maison des Femmes | Coordinateur | 21-nov-11 |
| Julien Nkuba | Division de Genre | Chef du Bureau relations avec les ONG | 21-nov-11 |
| Denis Hounzangbe | UNDP | Chef d’Antenne Programme Pauvreté Beni | 23-nov-11 |
| Lmaeck Ngomo | UNDP | Animateur rural | 23-nov-11 |
| Zawadi Bisomeko Mbambu | SAFDF | Représentante | 23-nov-11 |
| Kavira Mwengesyali | CCP Vurusi | Vice-présidente | 23-nov-11 |
| Nguru Vutheke | CCP Vurusi | Secrétaire | 23-nov-11 |
| Mme Kavia | PPSSP | Représentante | 24-nov-11 |
| Sindi Kininya | CCP Mangina | Présidente | 24-nov-11 |
| Kichele Mashika | CCP Mangina | Vice-présidente | 24-nov-11 |
| Kule Tasiluhe | CCP Mangina | Secrétaire | 24-nov-11 |
| Kahindo Siheriya | CCP Mangina | Trésorière | 24-nov-11 |
| Aimée Mbula | CCP Mangina | Conseillère | 24-nov-11 |
| Jackson Paluku | CCP Mangina | Conseiller | 24-nov-11 |
| Nepanepa Mawazo | CCP Oïcha | Vice-présidente | 25-nov-11 |
| Kasareka Mbatula | CCP Oïcha | Secrétaire | 25-nov-11 |
| Mashauri Charlotte | CCP Oïcha | Trésorière | 25-nov-11 |
| Risasi Sikulomba | CCP Oïcha | Conseiller | 25-nov-11 |
| Bileli Bitumba | CCP Oïcha | Conseillère | 25-nov-11 |
| Jean-François Dubuisson | UNDP | Spécialiste en développement communautaire | 25-nov-11 |
| Jules Kamabu | ULPGL | Doyen de la faculté de droit | 26-nov-11 |
| Joseph Muhondo Kambalu | ULPGL | Point focale de la clinique juridique | 26-nov-11 |
| Cecile Chardot | FNUAP | Chef de Bureau Goma ai pour l’Est de la RDC | 26-nov-11 |
| Deno Bahizire | FNUAP | Chargé de Programme Genre & SGBV | 26-nov-11 |
| Charles Bwale | FNUAP | Coordinateur Provinciale de Nord Kivu | 26-nov-11 |
| Folestine Mutsindu | Ligue pour la solidarité congolaise | Coordinateur | 26-nov-11 |
| Sofia Cadeiras | UNDP | Chef de projet – Accès à la justice | 26-nov-11 |
| Ntabe Kasigondo | UNDP | Expert en relèvement et développement communautaire | 28-nov-11 |
| Cyprien Maheshe | UNDP |  | 28-nov-11 |
| Barthélemy Kangele Mwenda | Division GEFAE | Chef de bureau | 29-nov-11 |
| Rachel Musinui | Guichet d’économie locale du Sud Kivu | Chargé du projet | 29-nov-11 |
| Franc Mayuna Muyumba | Directeur | 29-nov-11 |
| Claude Maon | PNUD | Consultante-ACCES JUSTICE PNUD BT\_BUKAVU | 29-nov-11 |
| Nawezi Georgette Bagula | COVIRA | Présidente des 500 femmes | 1-dec-12 |
| Anzuruni Rumoreka | COVIRA | Coordinateur | 1-dec-12 |
| Mateshwa Kijeja | COVIRA | Chef de projet | 1-dec-12 |
| Kungwa Ruharara | COVIRA | Comptable | 1-dec-12 |
| Ruboneza Lwange | COVIRA | Caissière du groupe umoja petit commerce | 1-dec-12 |
| Mama Feza Kutole | COVIRA | Caissière du groupe Tupendane petit commerce | 1-dec-12 |
| Mateso Nyababiri | COVIRA | Responsable restaurant Kavinvira | 1-dec-12 |
| Eloko Nsale Daniel | CCP Walungu | Administrateur de territoire de Walungu | 2-dec-12 |
| Nsimire Kashunju Namalombo | CCP Walungu | Présidente du comité de gestion CCP Burhale | 2-dec-12 |
| Florence Namurhrera | CCP Walungu | Directrice du centre CCP | 2-dec-12 |
| Rwabishugi Buhendwa | CCP Walungu | Membre du comité de gestion | 2-dec-12 |
| Claudien Bahizire | CCP Walungu | Animatrice au centre | 2-dec-12 |
| Deo sumu | Division de Genre | Chargé du développement rural représentant de l’Etat dans le CCP | 2-dec-12 |
| Kahashq Ghislain | CCP Walungu | Président de la société civile Walungu | 2-dec-12 |
| Simon Rasasi | PADEBU | Chargé de projet | 2-dec-11 |
| Bonaventure Moga | PADEBU | Chargé du Programme | 2-dec-11 |
| Oscar Kalimba | PADEBU | Coordinateur | 2-dec-11 |

1. Kirsten, J et al. “Association of Sexual Violence and Human Rights Violations With Physical and Mental Health in Ter­ritories of the Eastern Democratic Republic of Congo,” JAMA. 304, no. 5. [↑](#footnote-ref-1)
2. Human Rights Watch, “Country Summary: Democratic Republic of Congo,” Human Rights Watch, (January 2011) [↑](#footnote-ref-2)
3. UNDP : Evaluation des effets du programme du PNUD en RDC 2008-2012 [↑](#footnote-ref-3)
4. * UNDP Etude des Filières a Fort Potentiel d’Emplois pour les Jeunes

   [↑](#footnote-ref-4)